



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Directives sur le salaire déterminant dans l'AVS, AI et APG (DSD)

Valables dès le 1^{er} janvier 2019

Etat: 1^{er} janvier 2023

318.102.02 f DSD

11.22

Avant-propos au supplément 4, valable dès le 1^{er} janvier 2023

Le présent supplément précise et complète les règles sur les sujets suivants :

- Prestations en nature occasionnelles (n^{os} 2069 et 2070) ;
- Indemnités pour licenciement abusif selon l'art. 336a, al. 2, CO et pour licenciement injustifié selon l'art. 337c, al. 3, CO (n^o 2097) ;
- Augmentation du montant libre de cotisations applicable à la solde allouée aux pompiers, ajustement à la réglementation fiscale (n^o 2201) ;
- Indemnités pour frais encourus pour les repas pris à l'extérieur : complément concernant les bons valables dans des restaurants ou pour des livraisons de repas (n^o 3007) ;
- Statut des curateurs professionnels et privés du point de vue des assurances sociales (n^{os} 4006.1 et 4008) ;
- Adaptation des facteurs de conversion des rentes en capital pour les femmes ainsi que des exemples correspondants (Annexes 1 et 2 et n^o 2108).

En outre, les exemples de calcul de l'annexe 2 sont actualisés conformément à l'Ordonnance 23 sur les adaptations à l'évolution des salaires et des prix dans le régime de l'AVS, de l'AI et des APG.

Par ailleurs, certaines fautes et incohérences sont éliminées et la jurisprudence de notre Haute Cour a été mise à jour, ce jusqu'à et y compris le n^o 78 de la liste « [Jurisprudence du Tribunal fédéral relative au droit des cotisations AVS \(sélection de l'OFAS\)](#) ».

Finalement, pour des raisons de lisibilité, il est désormais renoncé à faire figurer dans ce document les avant-propos des versions antérieures des directives. Ceux-ci restent disponibles dans les anciennes versions en ligne des directives disponibles sur le site Internet de l'OFAS : Documents > AVS > Données de base AVS > Directives cotisations > DSD > Toutes les versions (<https://sozialversicherungen.admin.ch/fr/d/6944>).

Les modifications sont assorties de la mention 1/23.

Table des matières

Abréviations.....	10
1^{re} partie : Définition du salaire déterminant.....	14
1. Base légale	14
2. Définitions	14
2.1 Le travail	14
2.2 Le facteur temps (déterminé ou indéterminé).....	14
2.3 La rémunération	15
2.4 La situation dépendante	17
2.4.1 Notion.....	17
2.4.2 Le risque économique de l'entrepreneur	18
2.4.3 Le rapport social de dépendance	18
2.4.4 Appréciation de l'ensemble des circonstances des cas particuliers.....	18
a) Critères décisifs.....	19
b) Critères qui ne sont pas décisifs.....	20
2.4.5 Changement du statut en matière de cotisations.....	23
2.4.6 Rapports avec d'autres assurances sociales.....	23
2^e partie : Les différents types de rémunérations et la qualification en matière de cotisations	25
I. Eléments du salaire.....	25
1. Le salaire de base, les indemnités et les allocations ayant les caractéristiques d'un salaire	25
2. Les indemnités de vacances, pour jours fériés et autres absences	26
3. Les participations au bénéfice	26
3.1 Prestations provenant du bénéfice net d'une personne morale	27
3.1.1 Principe	27

3.1.2	Conversion partielle des dividendes en salaire déterminant	28
3.1.3	Attributions qui ont été imputées par les autorités fiscales au bénéfice net.....	30
3.2	Participations de collaborateur	30
3.2.1	Participations de collaborateur, participations proprement et improprement dites, valeur et moment de la perception des cotisations	30
3.2.2	Actions de collaborateur.....	32
3.2.3	Options de collaborateur	33
3.2.4	Participations de collaborateur improprement dites	34
3.2.5	Attestations portant sur des participations de collaborateur	34
3.2.6	Droit transitoire.....	34
4.	Les pourboires et les taxes pour le service	35
5.	Les honoraires d'administrateur, les tantièmes et les indemnités fixes	36
6.	Les jetons de présence.....	39
7.	Les prestations en nature.....	40
7.1	En général.....	40
7.2	Nourriture et logement.....	41
7.2.1	Nourriture et logement des membres de la famille et des partenaires enregistrés travaillant avec l'exploitant	42
7.3	Revenu en nature d'un autre genre	42
8.	Les indemnités pour perte de gain par suite d'accident, de maladie ou d'invalidité.....	44
8.1	Les prestations d'assurance.....	44
8.2	Les indemnités versées par l'employeur	44
9.	Les prestations accordées pour compenser les pertes de salaire par l'assurance-chômage, le régime des allocations pour perte de gain, l'assurance-invalidité ainsi que l'assurance-militaire	45

9.1	Les indemnités versées aux assurés en vertu de la LF sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI).....	46
9.2	Les indemnités versées aux assurés en vertu de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain (LAPG) ...	46
9.3	Les indemnités journalières et les allocations d'initiation au travail versées en vertu de la LF sur l'assurance-invalidité (LAI)	47
9.4	Les indemnités journalières versées en vertu de la LF sur l'assurance militaire (LAM)	47
10.	Prise en charge par l'employeur de la part salariale des cotisations AVS/AI/APG/AC et des impôts dus par le salarié.....	47
11.	Les rétributions versées par l'employeur en cas de cessation des rapports de services.....	48
11.1	Principe	48
11.2	Calcul du salaire déterminant pour les rétributions sous forme de rente.....	50
II.	Prévoyance professionnelle : prestations et cotisations	53
1.	Les prestations réglementaires d'institutions de prévoyance professionnelle	53
2.	Les contributions réglementaires à des institutions de prévoyance professionnelle	55
2.1	Les contributions de l'employeur	55
2.2	Les cotisations du salarié à la prévoyance professionnelle	56
III.	Prestations sociales de l'employeur.....	57
1.	Prestations des employeurs lors de la cessation des rapports de service	57

1.1	Prestations sociales en cas de prévoyance professionnelle insuffisante.....	57
1.2	Prestations sociales lors de résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation.....	58
2.	Prestations versées dans des cas de rigueur.....	60
3.	Indemnités et prestations lors d'événements particuliers.....	61
IV.	Contributions de l'employeur aux frais liés à la santé	63
1.	Cotisations de l'employeur à l'assurance-maladie et accidents	63
2.	Les prestations patronales destinées à couvrir les frais médicaux	64
V.	Allocations familiales.....	64
VI.	Autres prestations	67
1.	Les prestations destinées à permettre la formation ou le perfectionnement professionnels	67
1.1	Les différents genres de prestations.....	67
1.2	Les prestations octroyées par l'employeur	68
1.3	Le donateur et le bénéficiaire	69
1.4	Les prestations faisant partie du salaire déterminant.....	69
1.5	Prestations affectées à la rétribution du travail d'un tiers.	71
2.	Rémunérations de minime importance	71
3.	Revenu d'une activité lucrative exercée à l'étranger..	71
4.	La solde militaire et les indemnités de même nature .	72
5.	Accomplissement de corvées	72
6.	Prestations de l'aide sociale	73

3^e partie : Les frais généraux	74
1. Définition	74
2. Détermination	76
3. Prescriptions spéciales	78
4^e partie : Exemples de personnes exerçant des activités lucratives et traitement de leurs revenus en matière de cotisations.....	80
1. Commanditaires	80
2. Membres d'autorités	80
3. Personnes au bénéfice d'un engagement régi par le droit public	81
4. Enseignantes et enseignants	82
5. Membres du clergé séculier catholique-romain.....	83
6. Membres actifs des communautés religieuses.....	83
7. Voyageurs de commerce et personnes exerçant une profession analogue	83
7.1 Notion.....	83
7.2 Situation des voyageurs de commerce.....	84
8. Travailleurs à la tâche.....	87
9. Travailleurs à domicile.....	88
10. Concierges et personnes exerçant des activités analogues	89
11. Musiciens, artistes et DJ's.....	89

12.	Vendeurs de journaux ou de billets de loterie, dépositaires et distributeurs de revues et périodiques	91
13.	Traducteurs et interprètes	91
14.	Personnes actives dans le domaine des médias	92
15.	Modèles pour photographes et mannequins	93
16.	Médecins et autres professions médicales	93
17.	Experts	99
18.	Conseillers d'entreprise	99
19.	Spécialistes en informatique	99
20.	Inventeurs, détenteurs de patentes	100
21.	Coiffure	101
22.	Branche des transports	102
23.	Membres de la famille travaillant avec l'exploitant	103
24.	Personnes employées au pair, stagiaires	106
25.	Apprentis	106
26.	Collaborateurs d'un centre d'appel	107
27.	Parents nourriciers et parents de jour	107
28.	Nounous et baby-sitters	108
5^e partie :	Annexes	109
1.	Facteurs de conversion des rentes en capital selon l'art. 7, let. q, RAVS	109
2.	Exemples	113

- 3. Délimitation du gain soumis aux primes de l'assurance-accidents obligatoire par rapport au salaire déterminant selon le droit AVS 131**
- 4. Annexe temporaire – Tables de concordance des n^{os} Anciennes DSD 2018 / Nouvelle version 2019 133**

Abréviations

AC	Assurance-chômage obligatoire
ATF	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral
ATFA	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral des assurances (les chiffres se rapportent à l'année et à la page du fascicule). Dès 1970, les arrêts du TFA paraissent dans la Ve Partie du Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (ATF)
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CAC	Circulaire concernant les cotisations dues à l'assurance-chômage obligatoire
CC	Code civil suisse du 10 décembre 1907 (RS 210)
CI	Compte individuel de l'assuré
Circ. AFC n° 37	Circulaire de l'Administration fédérale des contributions sur l'imposition des participations de collaborateur, version du 30 octobre 2020
CNA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
CO	Code des obligations du 30 mars 1911 (RS 220)
DAA	Directives sur l'assujettissement aux assurances AVS et AI
D CA/CI	Directives concernant le certificat d'assurance et le compte individuel
DIN	Directives sur les cotisations des travailleurs indépendants et des personnes sans activité lucrative dans l'AVS, AI et APG
DP	Directives sur la perception des cotisations dans l'AVS, AI et APG

FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
LAA	Loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (RS 832.20)
LACI	Loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (RS 837.0)
LAFam	Loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (RS 836.2)
LAI	Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (RS 831.20)
LAM	Loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (RS 833.1)
LAMal	Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (RS 832.10)
LAPG	Loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain (RS 834.1)
LAVS	Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.10)
LFA	Loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture (RS 836.1)
LFLP	Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (Loi sur le libre passage, RS 831.42)
LIFD	Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11)
LPP	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (RS 831.40)
LSC	Loi fédérale sur le service civil (RS 824.0)

N°	Numéro marginal
OAA	Ordonnance sur l'administration de l'armée (RS 510.301)
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OLAA	Ordonnance du 20 décembre 1982 sur l'assurance-accidents (RS 832.202)
OLP	Ordonnance sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (Ordonnance sur le libre passage, RS 831.425)
OPart	Ordonnance du 27 juin 2012 sur l'obligation de délivrer des attestations pour les participations de collaborateur (Ordonnance sur les participations de collaborateur, RS 642.115.325.1)
OPCi	Ordonnance du 11 novembre 2020 sur la protection civile (RS 520.11)
OPGA	Ordonnance du 11 septembre 2002 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.11)
OPE	Ordonnance du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants (RS 211.222.338)
OPP 2	Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (RS 831.441.1)
Ordonnance sur les frais professionnels	Ordonnance du DFF sur la déduction des frais professionnels des personnes exerçant une activité lucrative dépendante en matière d'impôt fédéral direct (RS 642.118.1)
RAVS	Règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.101)

RCC	Revue à l'intention des caisses de compensation publiée par l'Office fédéral des assurances sociales (les nombres se rapportent à l'année et à la page). Le dernier numéro est paru en 1992
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
TFA	Tribunal fédéral des assurances (jusqu'au 31.12.2006)
VSI	Pratique VSI publiée (de 1993 à 2004) par l'Office fédéral des assurances sociales

1^{re} partie : Définition du salaire déterminant

1. Base légale

- 1001 Est réputée salaire déterminant selon l'[art. 5, al. 2, LAVS](#), toute rémunération pour un travail dépendant fourni pour un temps déterminé ou indéterminé.
- 1002 On est également en présence d'un salaire déterminant lorsqu'une loi fédérale assimile explicitement un revenu de substitution à un salaire au sens de la LAVS. Pour de plus amples détails voir les n^{os} 2088 ss.

2. Définitions

2.1 Le travail

- 1003 Le travail est une activité exercée en vue d'acquérir un revenu. Quant aux motifs auxquels obéit celui qui exerce une activité – qu'il travaille pour des raisons économiques, artistiques, religieuses ou pour quelque autre motif – ils n'ont aucune importance¹. Peu importe également qu'une activité soit illégale (p. ex. travail au noir) ou qu'elle soit contraire aux bonnes mœurs².

2.2 Le facteur temps (déterminé ou indéterminé)

- 1004 L'assuré doit être tenu de travailler pour un certain temps, déterminé ou indéterminé. L'engagement en fonction du temps consacré ne doit pas nécessairement être conclu explicitement. Il peut résulter des circonstances.
- 1005 Quiconque ne doit pas tout son temps de travail à un tiers ou ne doit pas travailler en permanence mais seulement

¹	27	janvier	1950	RCC	1950	p.	109	ATFA	1950	p.	32
	2	février	1953	RCC	1953	p.	201	ATFA	1953	p.	32
	1 ^{er}	octobre	1962	RCC	1963	p.	17	–			
	30	mars	1978	RCC	1978	p.	465	–			
	26	mai	1987	RCC	1987	p.	449	–			
²	28	décembre	1981	RCC	1982	p.	352	ATF	107	V	193

occasionnellement pour un tiers est aussi engagé à temps³ (il se peut que de telles personnes soient considérées comme sans activité lucrative ; voir les DIN : assurés n'exerçant pas durablement une activité lucrative à plein temps).

- 1006 Du facteur temps dans les rapports de services, il faut distinguer le rôle du temps dans le calcul du salaire. L'engagement a été conclu à temps même si le salaire est versé à la pièce (salaire à la tâche).

2.3 La rémunération

- 1007 La rémunération comprend des prestations en argent ou en nature, éventuellement une créance du salarié.
- 1008 On considère comme revenu d'une activité salariée soumis à cotisations, non seulement les rétributions versées pour un travail effectué, mais en principe toute indemnité ou prestation ayant une relation financière avec les rapports de service, peu importe que ceux-ci soient maintenus ou aient été résiliés, et que la prestation soit due ou versée à bien plaisir⁴.
- 1009 La rémunération est fixée en fonction du temps (salaire horaire, journalier, hebdomadaire, mensuel, annuel) ou d'après le résultat du travail (salaire à la pièce, provision, commission, gratification, prime) ou d'après ces deux critères réunis (rétribution fixe plus provision).
- 1010 Une rémunération peut ne pas être versée mais seulement portée en compte. Un revenu appréciable en argent est

³	9	octobre	1963	RCC	1964	p. 497	–			
⁴	22	août	2000	–			ATF	126	V	221
	6	novembre	2012	9C_648/2011			ATF	138	V	463
	4	août	2014	9C_166/2014			ATF	140	V	368

alors considéré comme acquis au moment où il est comptabilisé⁵. Les cotisations sont dès lors dues à ce moment-là.

- 1011 Une rétribution portée en compte est considérée comme acquise en tout cas lorsqu'elle correspond à une créance ayant une valeur économique et dont le salarié peut disposer. Les rétributions portées en compte qui constituent un salaire éventuel ou une simple promesse de salaire ne sont pas réputées avoir été acquises⁶ (par exemple lorsque la valeur réelle de la rétribution n'apparaît que si les affaires de l'entreprise évoluent favorablement).
- 1012 Les crédits en temps qui peuvent être utilisés durant les rapports de travail sous forme de congés sabbatiques, de temps libre ou de vacances prolongées ne sont pas non plus considérés comme réalisés au moment de leur bonification sur des comptes de vacances ou des comptes qui leur sont assimilés. Les cotisations ne doivent être payées sur les salaires correspondants qu'au moment de l'utilisation des crédits de temps.
- 1013 En revanche, les crédits de temps qui, de manière irrévocable, peuvent être utilisés au plus tôt lors de la fin des rapports de travail ou au moment de la retraite anticipée sont considérés comme réalisés au moment de leur bonification sur les comptes épargne-temps et les comptes qui leur sont assimilés. A ce moment-là, les avoirs doivent être convertis en francs et les cotisations doivent être prélevées. La base pour la conversion est le salaire annuel de l'année au cours de laquelle les avoirs ont été crédités.

5	30	janvier	1957	RCC	1957	p. 178	ATFA	1957	p. 34
	21	août	1958	RCC	1958	p. 393	–		
	7	mars	1960	RCC	1960	p. 319	ATFA	1960	p. 42
6	9	juillet	1975	RCC	1976	p. 87	–		
	30	janvier	1957	RCC	1957	p. 178	ATFA	1957	p. 34
	10	avril	1957	RCC	1957	p. 314	ATFA	1957	p. 124
	7	mars	1960	RCC	1960	p. 319	ATFA	1960	p. 42
	9	juillet	1975	RCC	1976	p. 87	–		

- 1014 Lorsqu'un assuré ne reçoit exceptionnellement aucune rétribution pour un travail fourni dans une situation dépendante, on ne peut pas présumer l'existence d'une rétribution égale à celle qui eût été normalement versée dans des circonstances du même genre (pas de salaire fictif). Aucune cotisation n'est alors due⁷.
- 1015 La rétribution peut également être versée pour un travail qui reste encore à effectuer (par exemple des avances)⁸.
- 1016 Peu importe que la rétribution soit versée par l'employeur ou par un tiers⁹.
- 1017 Les intérêts et les intérêts composés versés sur des salaires payés en retard par l'employeur ne constituent pas une rétribution et ne font pas partie du salaire déterminant¹⁰.

2.4 La situation dépendante

2.4.1 Notion

- 1018 Exerce en principe une activité dépendante, celui qui ne supporte pas de risque économique analogue à celui qui est encouru par l'entrepreneur et dépend de son employeur du point de vue économique ou dans l'organisation du travail¹¹.

⁷	26	février	1953	RCC	1954	p.	61	–			
	15	mai	1991	RCC	1991	p.	323	–			
⁸	6	mai	1981	RCC	1981	p.	515	–			
⁹	8	août	2011	9C_12/2011				ATF	137	V	321
¹⁰	24	octobre	1996	VSI	1997	p.	73	ATF	122	V	295
¹¹	14	septembre	1971	RCC	1972	p.	330	ATF	97	V	134
	10	février	1972	RCC	1972	p.	551	ATF	98	V	18
	22	novembre	1978	RCC	1979	p.	149	ATF	104	V	126
	6	octobre	1981	RCC	1982	p.	176	–			
	27	novembre	1981	RCC	1982	p.	208	–			
	9	avril	1984	RCC	1984	p.	581	ATF	110	V	72
	15	octobre	1985	RCC	1986	p.	126	–			

2.4.2 Le risque économique de l'entrepreneur

- 1019 Constituent notamment des indices révélant l'existence d'un risque économique d'entrepreneur le fait que l'assuré :
- opère des investissements importants ;
 - encourt les pertes ;
 - supporte le risque d'encaissement et de ducroire ;
 - supporte les frais généraux ;
 - agit en son propre nom et pour son propre compte ;
 - se procure lui-même les mandats ;
 - occupe du personnel ;
 - utilise ses propres locaux commerciaux.

2.4.3 Le rapport social de dépendance

- 1020 Le rapport social de dépendance économique, respectivement, dans l'organisation du travail, du salarié se manifeste notamment par l'existence :
- d'un droit de donner des instructions au salarié ;
 - d'un rapport de subordination ;
 - de l'obligation de remplir la tâche personnellement ;
 - d'une prohibition de faire concurrence ;
 - d'un devoir de présence.

2.4.4 Appréciation de l'ensemble des circonstances des cas particuliers

- 1021 On ne connaît pas de présomption juridique en faveur de l'activité salariée ou indépendante (voir toutefois les n^{os} 4022, 4032, 4086 p. ex.).
- 1022 Si, lors de l'appréciation du statut en matière de cotisations, la caisse de compensation présume que plusieurs personnes ou mandants sont concernés, elle suit la procédure décrite dans les DIN.

a) Critères décisifs

- 1023 Les manifestations de la vie économique revêtent des formes si diverses qu'il faut décider dans chaque cas particulier si l'on est en présence d'une activité dépendante ou d'une activité indépendante en considérant toutes les circonstances de ce cas. Souvent, on trouvera des caractéristiques appartenant à ces deux genres d'activité ; pour trancher la question, on se demandera quels éléments sont prédominants dans le cas considéré¹².
- 1024 On peut donner la prépondérance soit au critère risque économique soit à celui du rapport de dépendance, ou à leurs manifestations respectives, suivant les circonstances particulières de chaque cas.
- 1025 Ainsi certaines activités ne requièrent par nature pas « d'investissements élevés » (comme par exemple celles de conseiller ou de « collaborateur libre »). Le rapport de dépendance est alors mis au premier plan¹³.
- 1026 Si le risque économique se limite à la dépendance à l'égard d'une activité donnée, le risque d'entrepreneur réside, en conséquence, dans le fait qu'en cas de révocation des mandats, la personne se retrouve dans une situation semblable à celle d'un salarié qui perd son emploi ce qui représente une caractéristique typique d'une activité lucrative salariée¹⁴.
- 1027
1/22 Pour les personnes assurées qui travaillent encore de manière considérable pour leur ancien employeur, les exigences requises pour la reconnaissance du statut d'indépendant en relation avec cette activité doivent, sur ce point,

¹²	5	novembre	1971	RCC	1972	p.	628	ATF	97	V	217
	6	février	1979	RCC	1979	p.	483	–			
¹³	13	février	1984	RCC	1984	p.	231	–			
	9	avril	1984	RCC	1984	p.	581	ATF	110	V	72
	26	avril	2007	H 102/06							
¹⁴	27	juin	1996	VSI	1996	p.	256	ATF	122	V	169
	20	mai	2005	H 175/04				–			

être augmentées en ce sens que les caractéristiques formelles d'une activité indépendante doivent clairement prédominer¹⁵. Si et dans la mesure où la nature et le contenu de l'activité n'ont pas changé de manière fondamentale par rapport à l'activité exercée auparavant et que, du point de vue de l'entreprise, il s'agit de travaux qui sont généralement confiés à des employés, il existe une présomption naturelle que cette dernière constitue une activité lucrative salariée. Tel est le cas, notamment aussi, lorsqu'une société collective est créée pour éluder l'obligation de cotiser (voir aussi les DIN)¹⁶. Inversement, la circonstance selon laquelle la personne travaille (également) pour son ancien employeur ne permet pas a priori d'exclure le fait qu'il s'agisse d'une activité indépendante¹⁷.

- 1028 Certains rapports de service impliquent par nature que le mandant donne des instructions détaillées au mandataire. Dans de telles circonstances, le rapport de subordination n'acquiert de l'importance que s'il dépasse la mesure habituellement observée en pareille occurrence. L'accent sera mis, le cas échéant, sur le risque économique d'entrepreneur (tel est, par exemple, le cas des chauffeurs sous contrat).

b) Critères qui ne sont pas décisifs

- 1029 Lors de l'appréciation d'un cas particulier, les critères suivants ne sont pas décisifs :
- 1030 – *La nature juridique du rapport* établi entre les parties. La notion de salaire déterminant se définit exclusivement d'après le droit de l'AVS. C'est une notion propre à ce domaine du droit. La notion du salaire déterminant est notamment plus large que celle du salaire au sens des dispositions régissant le contrat de travail. Elle englobe

¹⁵ 23 juin 2005 H 83/04 –

¹⁶ 16 septembre 1997 VSI 1998 p. 102 –

¹⁷ 17 mai 2002 H 30/01 –

certes celui-ci : le salaire selon le droit du travail sera de toute manière considéré comme du salaire déterminant.

- 1031 Des rétributions découlant d'un mandat¹⁸, d'un contrat d'agence, d'un contrat d'entreprise ou d'un autre contrat peuvent aussi appartenir au salaire déterminant. Le rapport de droit civil peut certes fournir éventuellement quelques indices pour la qualification en matière d'AVS, mais n'est pas décisif¹⁹.
- 1032 – *Les conventions ou accords* portant sur la situation juridique AVS des parties (salariée ou indépendante) ou sur la qualification juridique d'une rétribution dans l'AVS²⁰.
- 1033 – Que l'intéressé exerce son activité à *titre de profession principale ou accessoire* et quelle est la profession principale de l'assuré. La rétribution qu'il s'agit de qualifier doit au contraire être considérée pour elle-même, c'est-à-dire être qualifiée d'après la situation dans laquelle l'assuré se trouve au moment même où il acquiert cette rétribution²¹. Certaines rétributions peuvent ainsi faire partie du salaire déterminant même si elles sont attribuées à une personne dont la profession principale consiste en l'exercice d'une activité indépendante.

¹⁸	4	juillet	1978	RCC	1978	p.	518	–			
	15	janvier	1992	RCC	1992	p.	173	–			
¹⁹	14	février	1950	RCC	1950	p.	147	ATFA	1950	p.	37
	30	août	1952	RCC	1952	p.	356	ATFA	1952	p.	169
	17	avril	1967	RCC	1967	p.	428	–			
	14	septembre	1971	RCC	1972	p.	330	ATF	97	V	134
	9	avril	1984	RCC	1984	p.	581	ATF	110	V	72
	11	avril	1984	RCC	1984	p.	399	ATF	110	V	1
	15	octobre	1985	RCC	1986	p.	126	–			
	11	juillet	1986	RCC	1986	p.	650	–			
²⁰	14	février	1950	RCC	1950	p.	191	–			
	4	septembre	1954	RCC	1955	p.	33	–			
	5	mars	1957	RCC	1957	p.	352	–			
	4	juillet	1978	RCC	1978	p.	518	–			
²¹	4	septembre	1950	RCC	1950	p.	418	ATFA	1950	p.	198
	22	novembre	1978	RCC	1979	p.	149	ATF	104	V	126
	31	août	1994	VSI	1995	p.	27	–			
	16	décembre	1994	VSI	1995	p.	144	–			

- 1034 – Le fait qu'un assuré soit affilié à une caisse de compensation en qualité de *travailleur indépendant*. La rétribution peut néanmoins faire partie du salaire déterminant.
- 1035 – Le fait qu'un salarié travaille simultanément pour *plusieurs employeurs*. Il n'en devient pas pour autant un assuré ayant une activité indépendante.
- 1036 – Le fait qu'un assuré se trouve, par rapport à une personne, *déjà dans une situation indépendante ou dépendante*. On ne peut simplement se baser sur le critère qui prédominerait dans l'activité prise dans son ensemble²². Au contraire, un assuré peut, par rapport à une seule et même personne, se trouver simultanément dans une situation indépendante et dépendante²³. Ainsi, par exemple, l'entrepreneur, membre du conseil d'administration d'une société anonyme pour laquelle il effectue des travaux de construction ; de même, l'avocat qui mène un procès pour une société anonyme dont il est l'administrateur ou la médiamaticienne qui exerce une activité accessoire de journaliste en publiant dans la maison d'édition au service de laquelle elle se trouve.
- 1037 – Que la rémunération soit versée à *titre volontaire* ou en vertu d'une *obligation* légale ou contractuelle²⁴.
- 1038 – La *qualification attribuée à tel ou tel revenu* par l'autorité fiscale²⁵. En effet, le droit fiscal ne fait en principe pas la distinction entre le revenu de l'activité indépendante et celui de l'activité salariée. Seule l'application des règles, développées par la jurisprudence du Tribunal fédéral,

²²	22	novembre	1978	RCC	1979	p.	149	ATF	104	V	126
²³	11	mai	1951	RCC	1951	p.	292	–			
	15	avril	1953	RCC	1953	p.	441	–			
	27	août	1979	RCC	1980	p.	207	ATF	105	V	113
	13	septembre	1982	RCC	1983	p.	22	–			
²⁴	27	janvier	1950	RCC	1950	p.	109	ATFA	1950	p.	32
	3	octobre	1959	RCC	1961	p.	31	–			
	22	février	1975	RCC	1975	p.	379	ATF	101	V	1
	1 ^{er}	mars	1977	RCC	1977	p.	395	ATF	103	V	1
²⁵	27	août	1955	RCC	1956	p.	65	ATFA	1955	p.	174
	10	février	1972	RCC	1972	p.	551	ATF	98	V	18

concernant la double imposition intercantonale peut dans certains cas impliquer la nécessité de rechercher si le contribuable se trouve dans un rapport de subordination envers un tiers. Mais la réponse donnée à cette question par les règles destinées à éliminer les cas de double imposition n'est pas contraignante en matière d'AVS²⁶.

2.4.5 Changement du statut en matière de cotisations

- 1039 En procédant à un changement de statut en matière de cotisations, il paraît justifié d'observer une certaine retenue. On peut alléguer en faveur de cette conclusion, le principe de l'économie de procédure²⁷ (cf. aussi les DP).

2.4.6 Rapports avec d'autres assurances sociales

- 1040 Les notions d'activité lucrative dépendante et indépendante propres au droit de l'AVS s'appliquent également à l'assurance-chômage obligatoire, à la prévoyance professionnelle et à l'assurance-accidents obligatoire.
- 1041
1/22 Il revient, en principe, aux caisses de compensation de décider si un revenu doit être considéré comme étant issu de l'activité lucrative indépendante ou salariée. Dans le domaine de compétence de la Suva ([art. 66 LAA](#)), tant les caisses de compensation que la Suva sont compétentes pour la décision : la Suva pour l'assurance-accidents, la caisse de compensation concernée pour les autres assurances sociales. Elles ne peuvent pas renoncer à leur compétence et laisser la décision à l'autre assureur.
- 1042
1/22 Avant la notification, la caisse de compensation et la Suva coordonnent leurs décisions de manière adéquate.

²⁶	27	août	1955	RCC	1956	p.	65	ATFA	1955	p.	174
²⁷	12	mars	1985	RCC	1985	p.	317	–			
	7	juillet	1986	RCC	1986	p.	601	–			
	16	décembre	1988	RCC	1989	p.	465	–			

- 1043
1/22
- En cas de désaccord sur le statut, une procédure de clarification des divergences, qui doit être consignée dans un procès-verbal, est effectuée. En cas de désaccord persistant, la décision revient à l'assureur qui a conclu au statut de salarié. Les destinataires de cette décision sont les personnes concernées. L'assureur émetteur de la décision se charge aussi des moyens de droit. L'autre assureur reçoit une copie de la décision et suspend la procédure jusqu'à l'entrée en force.
- 1044
1/22
- La caisse de compensation informe immédiatement l'OFAS des cas qui ont ou qui pourraient avoir une importance médiatique et/ou politique.

2^e partie : Les différents types de rémunérations et la qualification en matière de cotisations

I. Eléments du salaire

1. Le salaire de base, les indemnités et les allocations ayant les caractéristiques d'un salaire ([art. 7 RAVS](#))

- 2001 Le salaire de base, les indemnités et les allocations ayant les caractéristiques d'un salaire font partie du salaire déterminant dans la mesure où il ne s'agit pas d'un dédommagement pour frais encourus (voir les n^{os} 3001 ss). Cela vaut notamment pour :
- 2002
- le salaire au temps, aux pièces (à la tâche) et à la prime (p. ex de rendement au risque) ainsi que les provisions ;
 - le salaire additionnel (p. ex 13^{ème} salaire) ;
 - les gratifications (p. ex primes de fidélité, cadeaux d'ancienneté) ;
 - les indemnités visant à compenser les inconvénients liés à la fonction ou au poste de travail, telles que :
 - les indemnités pour heures supplémentaires, pour le travail du dimanche, de nuit²⁸, pour le travail exécuté par équipes²⁹ ou pour le temps de voyage et le travail de remplacement ;
 - les indemnités versées pour des travaux exécutés dans l'eau, la vase ou la poussière ou sous terre ;
 - la prise en charge de frais d'écolage pour les enfants des collaborateurs fréquentant une école privée³⁰ ;
 - les indemnités de réinstallation (vente forcée d'une voiture ou de meubles, rupture de contrats, frais occasionnés par la recherche d'un logement, etc.)³¹. Pour les indemnités de déménagement, voir le n^o 3003 ;

²⁸	23	juin	1986	RCC	1987	p. 383	–
²⁹	2	août	1978	RCC	1978	p. 557	–
³⁰	10	mars	1987	RCC	1988	p. 33	–
	5	mai	1988	RCC	1989	p. 165	–
	9	mai	2001	VSI	2001	p. 214	–
³¹	5	mai	1988	RCC	1989	p. 165	–

- les allocations de résidence et de renchérissement (qui servent à compenser le coût de la vie plus élevé au lieu de travail du salarié). Font également partie du salaire déterminant les suppléments accordés par l'employeur pour le paiement du loyer.

2003 Le caractère d'une rétribution est décisif pour déterminer si celle-ci fait partie du salaire déterminant, quelle que soit la dénomination utilisée par l'employeur.

2004 Les travaux effectués en dehors de l'horaire habituel, loin du domicile ou dans des conditions particulièrement difficiles peuvent entraîner des frais spéciaux de nourriture, de logement ou de vêtements, etc. Il convient d'examiner de cas en cas, sur la base des circonstances de fait, si l'indemnité versée est destinée à la couverture des frais encourus par le salarié (cf. n^{os} 3001 ss). Dans le domaine de compétence de la CNA, on pourra en général s'en tenir aux constatations faites par cette dernière.

2. Les indemnités de vacances, pour jours fériés et autres absences ([art. 7, let. o, RAVS](#))

2005 Les indemnités de vacances, pour jours fériés, ou accordées en cas d'absence pour justes motifs (mariage, enregistrement du partenariat, naissance, décès, déménagement) font partie du salaire déterminant.

2006 Les rétributions peuvent être soit un salaire ordinaire versé pour un travail non effectué, soit une indemnité spéciale d'absence.

3. Les participations au bénéfice

2007 Les participations au bénéfice des salariés font, en principe, partie du salaire déterminant.

- 2008 Les parts aux bénéficiaires des employés ou ouvriers (qualifiées par exemple de dividendes) font partie du salaire déterminant, dans la mesure où elles dépassent l'intérêt d'éventuels fonds placés dans l'affaire³² (pour les associés tacites, voir les DIN ; pour les participations au bénéfice des commanditaires cf. n° 4002).
- 2009 L'intérêt d'un éventuel placement de capitaux se calcule selon le taux convenu entre les parties. A défaut d'une telle convention ou si le taux convenu apparaît comme excessif au regard des circonstances économiques du cas, on applique les taux d'intérêt des crédits d'exploitation selon la lettre-circulaire de l'administration fédérale des contributions [« Taux d'intérêt 20xx admis fiscalement sur les avances ou les prêts en francs suisses »](#).

3.1 Prestations provenant du bénéfice net d'une personne morale

3.1.1 Principe

- 2010 Les prestations provenant du bénéfice net allouées par une personne morale à ses salariés qui sont simultanément titulaires de droits de participation dans la société font partie du salaire déterminant quelle que soit leur dénomination, si le *rapport de travail* constitue le motif déterminant pour l'attribution de la prestation³³. Pour la rétribution qu'une personne perçoit comme organe d'une personne morale, voir les n°s 2049 ss.

³²	30	janvier	1951	RCC	1951	p.	328	ATFA	1951	p.	99
	19	octobre	1951	RCC	1951	p.	454	–			
	7	septembre	1954	RCC	1954	p.	411	ATFA	1954	p.	182
	28	septembre	1956	RCC	1956	p.	436	ATFA	1956	p.	164
	31	décembre	1963	RCC	1964	p.	275	–			
³³	20	août	1969	RCC	1970	p.	60	ATFA	1969	p.	143
	29	décembre	1972	RCC	1973	p.	528	–			
	1 ^{er}	mars	1977	RCC	1977	p.	395	ATF	103	V	1
	6	septembre	1977	RCC	1978	p.	188	–			
	3	août	1988	RCC	1989	p.	161	–			
	22	février	1989	RCC	1989	p.	312	–			
	27	mai	1997	VSI	1997	p.	213	–			

2011 Par contre, les prestations en argent allouées par une personne morale à ses salariés qui sont simultanément titulaires de droits de participation dans la société ne font pas partie du salaire déterminant si c'est en raison de ces *droits de participation* que le versement a été effectué³⁴. Cette règle concerne en particulier les dividendes et la valeur d'éventuels droits de souscription.

3.1.2 Conversion partielle des dividendes en salaire déterminant

2012 En raison de l'imposition partielle des bénéfices distribués selon l'[art. 20, al. 1^{bis}, LIFD](#), les dividendes et les distributions analogues provenant du bénéfice net d'une personne morale versés aux salariés avec des droits de participation dans la société doivent, sous certaines conditions, être considérés comme étant partiellement du salaire déterminant.

2013 En principe, il faut reprendre la répartition entre les dividendes et le salaire effectuée par la société, et qui a été acceptée par les autorités fiscales, et ne s'en écarter que s'il existe une disproportion manifeste entre la prestation de travail et la rémunération ou entre le capital investi et les dividendes³⁵.

2014 Pour déterminer s'il existe une disproportion manifeste, il faut se fonder, d'une part, sur la rémunération convenable pour le travail fourni et, d'autre part, sur le rendement approprié du capital investi³⁶.

	5	juin	2008	9C_107/2008		ATF	134	V	297
³⁴	20	août	1969	RCC 1970	p. 60	ATFA	1969	p.	143
	1 ^{er}	mars	1977	RCC 1977	p. 395	ATF	103	V	1
	6	septembre	1977	RCC 1978	p. 188	–			
	10	avril	1996	VSI 1996	p. 220	ATF	122	V	178
	5	juin	2008	9C_107/2008		ATF	134	V	297
³⁵	5	juin	2008	9C_107/2008		ATF	134	V	297
³⁶	5	juin	2008	9C_107/2008		ATF	134	V	297
	24	janvier	2019	9C_4/2018, 9C_18/2018		ATF	145	V	50

- 2015 Le paiement des dividendes est alors uniquement considéré comme étant partiellement du salaire déterminant lorsqu'aucun salaire ou un salaire inhabituellement bas est versé et que, simultanément, les dividendes distribués sont manifestement disproportionnés. Dans ce cas, les dividendes sont convertis en salaire déterminant jusqu'au montant du salaire usuel dans la branche³⁷.
- 2016 Pour déterminer si une indemnité appropriée pour le travail fourni a été versée par rapport à la branche d'activité, il faut notamment prendre en compte les éléments suivants :
- le cahier des charges ;
 - le niveau de responsabilité ;
 - l'apport de savoir-faire ;
 - les expériences spéciales ;
 - la connaissance de la branche ;
 - le genre d'activité (par ex. exploitation active ou « simple » administration des participations dans une pure holding) ;
 - la comparaison entre le salaire actuel et le salaire moyen des années précédentes (par ex. sur la base des certificats de salaire annuels) pour déceler d'éventuelles diminutions abruptes du salaire ;
 - l'évolution des salaires dans l'entreprise ;
 - le taux d'occupation ;
 - le calculateur de salaires de l'Office fédéral de la statistique ([Salarium](#)) ;
 - si cela est possible, une comparaison doit aussi être effectuée avec les parts de bénéfice distribuées aux titulaires de droits de participation qui ne sont pas des employés, ou avec les salaires des employés sans droit de participation.
- 2017 En règle générale, la proportionnalité des dividendes distribués est évaluée par rapport à la valeur fiscale des papiers-valeurs (valeur déterminante pour l'impôt sur la fortune)³⁸. Celle-ci est déterminée par les autorités fiscales.

³⁷ 8	avril	2015	9C_837/2014	–			
³⁸ 5	juin	2008	9C_107/2008	ATF	134	V	297

Dans des cas particuliers, des communications sur l'estimation peuvent être requises, soit auprès de l'autorité fiscale par écrit et avec motivation, soit auprès des employeurs.

2018 Les dividendes de 10% ou plus en relation avec la valeur fiscale des papiers valeurs sont présumés disproportionnés.

3.1.3 Attributions qui ont été imputées par les autorités fiscales au bénéfice net

2019 Les rémunérations allouées par une personne morale sous forme de salaires, d'honoraires d'administrateur, de gratifications, de provisions sur le chiffre d'affaires, etc., et portées en compte au titre de dépenses, mais que l'autorité fiscale a entièrement ou partiellement considérées comme rendement net imposable – parce que non autorisées par l'usage commercial ([art. 59 LIFD](#)) – ne font, en règle générale, pas partie du salaire déterminant.

2020 Pour la restitution des cotisations paritaires acquittées sur les prestations qui ne sont pas considérées comme un revenu de l'activité lucrative, voir les DP.

3.2 Participations de collaborateur ([Art. 7, let. c^{bis}, RAVS](#))

3.2.1 Participations de collaborateur, participations proprement et improprement dites, valeur et moment de la perception des cotisations

2021
1/21 On entend par participations de collaborateur, les droits de participation d'un collaborateur dans une société qui résultent d'un rapport de travail, actuel, futur ou passé. Les actions acquises lors de la fondation d'une société ne sont pas considérées comme des participations de collaborateurs.

- 2022 Les participations de collaborateur proprement dites (en particulier les actions [cf. n^{os} 2027 ss] et les options de collaborateur [cf. n^{os} 2037 ss]) font effectivement participer les salariés aux fonds propres de la société, tandis que les participations de collaborateur improprement dites (p. ex. les actions fantômes ou fictives [actions synthétiques] et les droits à la plus-value des actions [options synthétiques, cf. n^o 2041]) ne créent en général qu'une expectative sur de simples indemnités en espèces fondées sur les fonds propres ou le cours de l'action.
- 2023 La distinction entre participations proprement et improprement dites découle des règles du droit fiscal fédéral (cf. [art. 17a s. LIFD](#) ; [art. 16 OPart](#) ; ch. 2.3 [circ. AFC n^o 37](#)).
- 2024 Les avantages appréciables en argent provenant de participations de collaborateur sont considérés comme du salaire déterminant ([art. 7, let. c^{bis}, RAVS](#)).
- 2025 La valeur des participations constituant du salaire déterminant et le moment du prélèvement des cotisations sont régis par les dispositions relatives à l'impôt fédéral direct. En principe, le moment du prélèvement des cotisations sur le salaire déterminant dérivant de participations de collaborateur proprement dites intervient au moment de l'acquisition, celui dérivant de participations improprement dites à la date d'encaissement (cf. [art. 17b, al. 1](#), et [art. 17c LIFD](#)).
- 2026 En présence d'un contexte international, il convient de déterminer les Etats dans lesquels le salarié était assujéti durant la période de vesting (pour la notion, cf. ch. 2.4 [circ. AFC n^o 37](#)) en application des règles ordinaires d'assujettissement (cf. DAA) et de soumettre à cotisations les avantages appréciables en argent provenant de participations qui constituent du salaire déterminant proportionnellement à la durée de ces divers assujettissements³⁹. La période

³⁹ 14 juin

2021 [9C 86/2021](#)

–

courant entre la fin de la période de vesting et l'exercice effectif est sans incidence.

3.2.2 Actions de collaborateur

- 2027 On entend par actions de collaborateur les actions de l'employeur ou d'une société qui lui est apparentée qui sont remises au salarié du fait de son rapport de travail.
- 2028 Les avantages appréciables en argent provenant d'actions de collaborateur offertes ou remises au salarié à des conditions préférentielles font partie du salaire déterminant.
- 2029 Les actions de collaborateur constituent du salaire déterminant au moment où elles sont remises au salarié, à savoir au moment de leur acquisition. Peu importe qu'il s'agisse d'actions libres ou bloquées (à savoir soumises à un délai de blocage) (cf. [art. 17b, al. 1, LIFD](#) ; ch. 3.1 à 3.3 [circ. AFC n° 37](#))⁴⁰.
- 2030 Le salaire déterminant équivaut à la différence entre la valeur vénale et le prix d'acquisition du titre (plus-value) (cf. [art. 17b, al. 1, LIFD](#) ; ch. 3.1 à 3 [circ. AFC n° 37](#)).
- 2031 La moins-value résultant du blocage des actions de collaborateur est prise en considération au moyen d'un abattement de 6 pour cent par année de blocage. En cas de délais de blocage supérieurs à dix ans, seul l'abattement maximal de 44,161 pour cent est pris en compte (cf. [art. 17b, al. 2, LIFD](#) ; ch. 3.3. [circ. AFC n° 37](#)).
- 2032 Lorsqu'une action de collaborateur devient librement négociable avant l'expiration du délai de blocage, il en résulte un salaire déterminant supplémentaire à la date de déblocage (cf. [art. 11 OPart](#) ; ch. 3.4.1 [circ. AFC n° 37](#)).
- 2033 La remise d'actions libérées au moyen de fonds propres (actions gratuites) à des actionnaires qui sont en même

temps salariés de la société ne représente pas du salaire déterminant⁴¹.

- 2034 Les expectatives d'actions de collaborateur constituent du salaire déterminant au moment où elles sont converties en actions de collaborateur et donnent alors lieu à la perception de cotisations selon les prescriptions en vigueur ([ch. 5 circ. AFC n° 37](#)).
- 2035 La demande de restitution ou le remboursement de cotisations AVS/AI/APG/AC perçues sont régis par les dispositions propres au droit des assurances sociales (cf. DP). Les dispositions relatives à la restitution d'actions de collaborateur au-dessous de leur valeur vénale (cf. [art. 12 OPart](#) ; ch. 3.4.2 [circ. AFC n° 37](#)) ne sont donc pas applicables par analogie.
- 2036 La remise des actions, leur rachat et la garde d'actions bloquées sont souvent confiés à un tiers, en règle générale une fondation. Même dans ce cas, les cotisations doivent être versées par l'employeur ou en son nom.

3.2.3 Options de collaborateur

- 2037 On entend par options de collaborateur les droits octroyés aux salariés d'acquérir, en raison de leur rapport de travail, des bons de participation de l'employeur durant une période déterminée (délai d'exécution) et à un prix déterminé (prix d'exécution) en vue de participer au capital de la société de l'employeur.
- 2038 Les avantages appréciables en argent provenant d'options offertes ou remises au salarié à des conditions préférentielles constituent du salaire déterminant.
- 2039 Les options de collaborateur librement négociables et cotées en bourse constituent du salaire déterminant au mo-

⁴¹ 10 avril 1996 VSI 1996 p. 220 ATF 122 V 178

ment où elles sont remises au collaborateur. Le salaire déterminant équivaut à la différence entre la valeur vénale des options et leur prix d'acquisition (cf. [art. 17b, al. 1, LIFD](#) ; ch. 4.1 [circ. AFC n° 37](#)).

- 2040 Toutes les autres options de collaborateur constituent du salaire déterminant au moment où elles sont vendues ou exercées. Le salaire déterminant équivaut au produit de la vente ou du gain sur l'exercice (cf. [art. 17b, al. 3, LIFD](#) ; ch. 4.2 [circ. AFC n° 37](#)) après déduction d'un éventuel prix de revient.

3.2.4 Participations de collaborateur improprement dites

- 2041 Les avantages appréciables en argent provenant de participations de collaborateur improprement dites constituent du salaire déterminant au moment de l'encaissement de l'indemnité ([art. 17c LIFD](#)). Il correspond à l'indemnité totale (ch. 6 [circ. AFC n° 37](#)).

3.2.5 Attestations portant sur des participations de collaborateur

- 2042 L'employeur est tenu de communiquer à sa caisse de compensation des copies des attestations portant sur les participations de collaborateur qu'il a remises aux autorités fiscales (cf. [art. 143, al. 3, RAVS](#) ; [OPart](#) ; ch. 8 [circ. AFC n° 37](#)).

3.2.6 Droit transitoire

- 2043 Les n^{os} 2021 ss s'appliquent à
- toutes les participations de collaborateur attribuées après le 1^{er} janvier 2013 ;
 - toutes les participations de collaborateur attribuées avant le 1^{er} janvier 2013, si les cotisations sur les avantages appréciables en argent qui en découlent ne doivent être

prélevées qu'au moment de l'exercice (après le 1^{er} janvier 2013) ([dispositions finales de la modification du 21 septembre 2012 du RAVS](#) ; [art. 18 OPart](#) ; ch. 10 [circ. AFC n° 37](#)).

4. Les pourboires et les taxes pour le service ([art. 7, let. e](#), et [15 RAVS](#))

- 2044 Les pourboires et les taxes pour le service ne font partie du salaire déterminant que s'ils représentent une part *importante* du salaire.
- 2045 Dans les secteurs professionnels où l'association faîtière a supprimé les pourboires, la caisse de compensation peut partir du fait que seuls des pourboires insignifiants seront encore donnés. Il en va notamment ainsi dans les salons de coiffure, de pédicure et pour soins de beauté, dans les instituts cosmétiques et dans les établissements hôteliers, les cafés et les restaurants.
- 2046 Les cas qui dérogeraient manifestement à ce qui précède demeurent réservés.
- 2047 Les pourboires alloués dans les salons et instituts qui ne sont pas affiliés à une association faîtière seront estimés de cas en cas par la caisse de compensation, après entente avec l'employeur.
- 2048 Les pourboires des *salariés de la branche des transports* (p. ex chauffeurs de taxis et de cars, bateliers, transitaires, pompistes) font en règle générale partie du salaire déterminant dans la mesure où ils sont soumis aux primes de l'assurance-accidents. Les pourboires déterminant les primes touchés sont en règle générale établis par la CNA et consignés dans une déclaration écrite. Elle peut être consultée chez l'employeur, subsidiairement auprès de l'agence de la CNA.

5. Les honoraires d'administrateur, les tantièmes et les indemnités fixes ([art. 7, let. h, RAVS](#))

- 2049 Les rétributions versées à un assuré en sa qualité d'organe d'une personne morale font partie du salaire déterminant, à l'exception des cas visés aux n^{os} 2054 à 2058.
- 2050 Font partie des rétributions allouées aux organes notamment les honoraires, les salaires et autres indemnités fixes des membres de l'administration⁴², de même que les jetons de présence (voir les n^{os} 2061 ss).
- 2051 Les organes des personnes morales sont notamment les membres de l'administration (tels les membres du conseil d'administration des sociétés anonymes) ainsi que les tiers à qui la gestion ou la représentation de la société a été transférée en tout ou en partie (tels les directeurs), les membres du comité des associations, les membres du conseil des fondations et les membres des organes de contrôle.
- 2052 La société qui effectue les versements d'honoraires d'administrateurs est tenue de faire le décompte des cotisations paritaires avec sa caisse de compensation ; peu importe que le membre du conseil d'administration qui reçoit personnellement la rétribution puisse la conserver ou non.
- 2053 L'administrateur reçoit personnellement les honoraires lorsque le versement est effectué en espèces directement au bénéficiaire, à son adresse privée par la poste, ou encore sur un compte personnel postal, bancaire ou autre.

⁴² 7	juillet	1952	RCC	1952	p. 272	–			
20	août	1969	RCC	1970	p. 68	ATAF	1969	p.	143
29	décembre	1972	RCC	1973	p. 528	–			
29	décembre	1972	RCC	1973	p. 529	–			
10	janvier	1973	RCC	1973	p. 397	–			
1 ^{er}	mars	1977	RCC	1977	p. 395	ATF	103	V	1
6	septembre	1977	RCC	1978	p. 188	–			

2054 Lorsque l'administrateur exerce son activité en tant qu'employé d'un tiers, il ne s'agit pas de salaire déterminant si les conditions ci-dessous sont remplies cumulativement :

- la rétribution doit être versée directement à l'employeur de l'administrateur⁴³ ;
- l'administrateur doit représenter son employeur au sein du conseil d'administration ;
- la rétribution doit être versée à l'employeur en Suisse.

2055 Exemples :

1. Z est employé de la SA Y et la représente dans le conseil d'administration de la SA X. Cette dernière vire un montant sous la dénomination « honoraires d'administrateur » sur le compte en banque de Z. La SA X doit présenter à sa caisse le décompte des cotisations paritaires dues sur cette rétribution, peu importe que Z puisse effectivement conserver la rétribution ou qu'il doive au contraire par exemple la transférer à la SA Y.
2. Z est employé de la SA Y et la représente dans le conseil d'administration de la SA X. Cette dernière vire un montant sous la dénomination « honoraires d'administrateur » au compte de chèques postaux de la SA Y. Vu que Z n'a pas reçu la rétribution en tant qu'administrateur, la SA X ne doit pas cotiser sur les honoraires en question. Par contre, c'est la SA Y qui doit faire le décompte des cotisations paritaires avec la caisse de compensation compétente, pour autant qu'elle transmette tout ou partie des honoraires à Z.
3. Z est associé de la société en commandite Y & Co et la représente dans le conseil d'administration de la SA X. Cette dernière vire un montant sous la dénomination « honoraires d'administrateur » sur le compte de la société Y & Co. Puisque Z n'est pas employé mais associé de la société Y & Co, la SA X doit présenter à sa caisse le décompte des cotisations paritaires dues sur cette rétribution.

4. Z est employé de la SA Y, Paris. Il est domicilié en Suisse. Il représente la SA Y dans le conseil d'administration de la SA X, dont le siège se trouve en Suisse. Cette dernière vire un montant sous la dénomination « honoraires d'administrateur » sur le compte de la SA Y. La SA X doit présenter à sa caisse le décompte des cotisations paritaires dues sur cette rétribution, parce qu'elle n'a pas transféré l'indemnité directement à un employeur en Suisse.

2056 Les indemnités versées aux réviseurs de l'organe de révision d'une personne morale font partie du revenu de l'activité indépendante⁴⁴.

2057 Un assuré qui a la qualité d'organe d'une personne morale peut, en même temps, avoir vis-à-vis de la société le statut de salarié comme celui d'indépendant (ainsi par exemple le constructeur indépendant, l'avocat, l'agent fiduciaire, le comptable, qui font partie du conseil d'administration d'une société anonyme). S'il agit en qualité de tiers vis-à-vis de la société, le gain découlant d'une telle activité se caractérise comme un revenu d'une activité indépendante. Pour qualifier cette indemnité, il faut se demander si l'activité pour laquelle l'indemnité est versée est liée à la qualité d'organe de la société, ou si elle aurait pu être exercée tout aussi bien indépendamment de cette fonction⁴⁵.

2058 Les rétributions qu'un assuré domicilié en Suisse obtient en qualité d'organe d'une personne morale (voir le n° 2051) ayant son siège dans un État non contractant sont exemptées des cotisations ([art. 6^{ter} RAVS](#)). Cette réglementation n'est pas applicable aux rétributions allouées aux réviseurs cités au n° 2056.

⁴⁴	30	septembre	1997	VSI	1998	p. 56	ATF	123	V	161
⁴⁵	27	août	1979	RCC	1980	p. 207	ATF	105	V	113
	13	septembre	1982	RCC	1983	p. 22	–			

- 2059 Les gains alloués pour une activité déployée au profit d'une succursale en Suisse ne sont en revanche pas exceptés de cotisations.
- 2060 Pour les personnes domiciliées à l'étranger qui sont organe d'une société ayant son siège en Suisse, voir les n^{os} 3082 ss DAA.

6. Les jetons de présence ([art. 7, let. h, RAVS](#))

- 2061 Les jetons de présence font en principe partie du salaire déterminant.
- 2062 Si, *dans les jetons de présence*, sont également compris des remboursements de frais, on peut considérer comme dédommagement maximum pour frais encourus des montants de :
- 120 francs pour une séance d'une demi-journée ;
 - 200 francs pour une séance d'une journée entière.
- 2063 Le dédommagement doit toutefois correspondre, dans son ensemble, aux frais effectivement encourus. Les taux sus-indiqués ne sont donc pas applicables, lorsque les participants à la séance n'encourent aucun frais ou seulement des frais inférieurs⁴⁶.
- 2064 Si des frais particuliers sont remboursés séparément *en sus des jetons de présence*, des frais supplémentaires ne peuvent être pris en considération que si leur existence est prouvée. Pour la question de la déduction des frais généraux, cf. partie 3.
- 2065 Lorsque des indemnités fixes sont versées en lieu et place de jetons de présence pour une fonction – en général, honorifique – exercée à titre de *profession accessoire*, on présumera qu'il s'agit d'un dédommagement pour frais encourus, pour autant que l'indemnité ne dépasse pas

⁴⁶ 2 décembre 1993 VSI 1994 p. 170 –

500 francs par année. Ce sont notamment les communautés publiques, les sociétés, les associations et les institutions sociales qui versent de telles indemnités.

- 2066 Si l'indemnité annuelle dépasse 500 francs, il y a lieu d'appliquer les règles générales conformément à la partie 3.

7. Les prestations en nature ([art. 7, let. f, 11](#) et [13 RAVS](#))

7.1 En général

- 2067 Les prestations en nature régulières font partie du salaire déterminant ; il s'agit de montants bruts. Le RAVS distingue entre le revenu en nature qui consiste en nourriture et en logement ([art. 11 RAVS](#) ; chapitre 7.2) et le revenu en nature d'un autre genre ([art. 13 RAVS](#) ; chapitre 7.3).
- 2068 Des dispositions spéciales sont prévues pour les membres de la famille travaillant avec l'exploitant ou les personnes qui travaillent dans l'entreprise de leur partenaire enregistré.
- 2069
1/23 Les prestations en nature occasionnelles ne font en revanche pas partie du salaire déterminant si elles n'excèdent pas des proportions habituelles et restent dans un rapport raisonnable avec la rémunération du travail proprement dite, excluant toute intention d'éluder la loi. Tel est notamment le cas de la cession gratuite de produits de l'entreprise.
- 2070
1/23 Sont assimilés à des prestations en nature occasionnelles (par exemple, prêts hypothécaires accordés à un intérêt de faveur par une banque, facilités d'achat, prestations de service à un prix réduit) les avantages financiers de minime importance occasionnels ou réguliers liés à l'activité de l'employeur.

- 2071
1/21 Les réductions accordées sur les chèques REKA, pour autant qu'elles n'excèdent pas 600 francs par année, ne sont pas soumises à l'obligation de cotiser. Si le montant de la réduction accordée dépasse 600 francs, la partie excédant ce montant constitue du salaire déterminant. Les chèques REKA remis gratuitement (non pas juste à un prix avantageux) et dont le montant dépasse 500 francs par année, constituent également du salaire déterminant (cf. n° 2158).
- 2072 Aucun abattement ne doit être opéré sur la monnaie WIR. Si les employeurs remettent à leurs employés des chèques WIR à des conditions avantageuses, la différence par rapport à la valeur nominale est considérée comme salaire déterminant.

7.2 Nourriture et logement ([art. 11 RAVS](#))

- 2073 La nourriture et le logement des personnes employées dans l'entreprise et du personnel de maison sont évalués à au moins 33 francs par jour ([art. 11, al. 1, RAVS](#)). Si un calcul par mois doit être effectué, il y a lieu de considérer qu'un mois équivaut à 30 jours.
- 2074 Si l'employeur ne fournit qu'en partie la nourriture et le logement, ce montant se répartit comme suit ([art. 11, al. 2, RAVS](#)) :
- | | | |
|----------------|-----|-------|
| Petit déjeuner | fr. | 3.50 |
| Repas de midi | fr. | 10.— |
| Repas du soir | fr. | 8.— |
| Logement | fr. | 11.50 |
- 2075 Cette évaluation s'applique également dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration. Ceci présuppose toutefois que l'employeur fournit effectivement la nourriture et le logement dans son exploitation ou sa communauté familiale⁴⁷.

⁴⁷ 13 décembre 1982 RCC 1983 p. 515 –

2076 Si un contrat individuel de travail, une convention collective de travail ou un règlement de droit public concernant les traitements prévoit le versement d'un salaire brut (dit aussi «salaire au grand mois» ou «salaire réel») et si l'employé reçoit de l'employeur des prestations en nature fournies sous la forme de nourriture ou de logement, les cotisations doivent être calculées d'après le revenu brut, c'est-à-dire sans tenir compte des revenus en nature, pour autant que l'estimation des prestations en nature à caractère régulier corresponde, dans sa totalité, au moins aux taux prévus par l'[art. 11, al. 1, RAVS](#). Si l'estimation se situe en-dessous de ces derniers, il faut ajouter la différence au salaire brut conventionnel ou réglementaire.

7.2.1 Nourriture et logement des membres de la famille et des partenaires enregistrés travaillant avec l'exploitant

2077 Si la nourriture et le logement ne sont pas seulement accordés au salarié lui-même mais également aux membres de sa famille ou à son partenaire enregistré, les suppléments suivants sont retenus :

- pour les personnes adultes, le même taux que pour le salarié ;
- pour les enfants, la moitié du taux valant pour le salarié.

Pour les enfants, on peut s'écarter du taux mentionné ci-dessus, lorsque l'impôt fédéral direct prévoit un taux déterminé dans un cas concret (cf. la [notice sur l'estimation de la pension et du logement des salariés](#)).

7.3 Revenu en nature d'un autre genre ([art. 13 RAVS](#))

2078 Les prestations suivantes de l'employeur sont notamment considérées comme revenu en nature d'un autre genre, lorsqu'elles sont accordées régulièrement :

- l’octroi gratuit d’une habitation pour le salarié seul⁴⁸ ou pour toute sa famille⁴⁹ resp. pour son partenaire enregistré. Il en va ainsi dès que le salarié dispose de plus d’une pièce d’habitation ;
- les vêtements et les chaussures ;
- la remise d’une voiture de société à des fins privées ;
- la valeur du droit accordé au berger de faire estiver son propre bétail sur le pâturage de l’employeur (droit de pacage) ou de jouir de terres appartenant à l’employeur⁵⁰ ; les profits tirés du droit de pacage ou de l’exploitation des terres constituent le revenu d’une activité indépendante.

2079 La valeur d’un tel revenu en nature d’un autre genre doit être estimée dans chaque cas par la caisse de compensation⁵¹. On se fondera dans la mesure du possible sur les taux correspondants prévus par la législation de l’impôt fédéral direct ou par le droit fiscal cantonal, pour autant que certains taux n’aient pas déjà été fixés par la CNA. Les caisses de compensation évaluent l’utilisation à des fins privées de la voiture de société de manière identique à celle applicable à l’impôt fédéral direct (voir [art. 5a Ordonnance sur les frais professionnels](#)).

2080 Si l’employeur met un logement à la disposition du salarié, celui-ci étant alors tenu de lui verser un loyer, ce loyer doit être admis, sauf s’il s’écarte manifestement de la valeur usuelle du logement au lieu considéré⁵².

⁴⁸	13	décembre	1982	RCC	1983	p.	515	–
⁴⁹	22	janvier	1953	RCC	1953	p.	96	–
	7	septembre	1988	RCC	1989	p.	405	–
	17	janvier	1996	VSI	1996	p.	165	–
⁵⁰	3	novembre	1956	RCC	1957	p.	59	–
⁵¹	28	septembre	1949	RCC	1950	p.	30	–
⁵²	17	septembre	1965	RCC	1966	p.	31	ATFA 1965 p. 153
	24	septembre	1980	RCC	1981	p.	354	–
	17	janvier	1996	VSI	1996	p.	165	–

8. Les indemnités pour perte de gain par suite d'accident, de maladie ou d'invalidité

8.1 Les prestations d'assurance

([art. 6, al. 2, let. b, RAVS](#))

2081 Les prestations des caisses-maladie reconnues par la Confédération selon la LAMal, des compagnies privées d'assurances soumises à la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances (LSA) ainsi que des institutions d'assurances de droit public (caisses publiques, CNA) ne font pas partie du salaire déterminant⁵³.

8.2 Les indemnités versées par l'employeur

([art. 7, let. m, RAVS](#))

2082 Les indemnités accordées par l'employeur ou par une institution qui lui est liée (par exemple, un fonds) pour compenser les pertes de salaire par suite d'accident, de maladie ou d'invalidité font en revanche partie du salaire déterminant⁵⁴. Il n'est pas déterminant que ces indemnités soient versées volontairement ou en vertu d'une obligation découlant de la loi, d'un contrat ou d'une convention collective de travail.

2083 Les prestations d'une institution mise en place par l'entreprise ne font pas partie du salaire déterminant dans la mesure de leur financement par des contributions versées par les salariés eux-mêmes⁵⁵.

2084 L'employeur qui verse temporairement l'intégralité du salaire et ce, même durant les périodes où le salarié est incapable de travailler par suite d'accident ou de maladie, doit

⁵³	17	mars	1952	RCC	1952	p.	168	ATFA	1952	p.	42
	20	janvier	1969	RCC	1969	p.	342	–			
	30	avril	2002	C 343/01				ATF	128	V	176
⁵⁴	27	décembre	1955	RCC	1956	p.	188	–			
	29	août	1956	RCC	1956	p.	404	ATFA	1956	p.	160
	20	mars	1959	RCC	1959	p.	393	ATFA	1959	p.	34
	23	décembre	1959	RCC	1961	p.	28	ATFA	1960	p.	19
⁵⁵	27	décembre	1955	RCC	1956	p.	188	–			

acquitter les cotisations sur la partie du salaire qui complète les prestations d'assurance (voir le n° 2065). Il en est de même lorsque l'employeur calcule le complément de manière à ce que le salarié ne perçoive pas un salaire supérieur à celui qui lui est versé lorsqu'il travaille.

- 2085 Il faut déterminer selon le rapport de travail sur la base du droit civil ou du droit public si les employeurs peuvent réduire les prestations d'assurance du montant des cotisations afin que les employés absents par suite de maladie ou d'accident ne perçoivent pas un salaire supérieur à celui qui leur serait versé s'ils travaillaient (compensation de salaire net)⁵⁶.
- 2086 Si les employeurs déduisent les cotisations des prestations d'assurance et les versent à la caisse de compensation, cette dernière doit restituer les cotisations (voir les DP à ce sujet).
- 2087 Pour les contributions des employeurs aux assureurs maladie et accidents de leurs salariés ainsi que pour les prestations des employeurs aux coûts de la santé cf. n^{os} 2161 ss.

9. Les prestations accordées pour compenser les pertes de salaire par l'assurance-chômage, le régime des allocations pour perte de gain, l'assurance-invalidité ainsi que l'assurance-militaire

- 2088 On est également en présence d'un salaire déterminant lorsqu'une loi fédérale assimile explicitement un revenu de substitution à un salaire au sens de la LAVS⁵⁷. De telles dispositions se trouvent dans la LACI, la LAPG, la LAI et la LAM. Les n^{os} 2082 ss sont applicables par analogie en ce qui concerne les prestations de l'employeur (pour les prestations accordées par les employeurs pour compenser les

⁵⁶ 3	juin	1981	RCC	1983	p.	20	–		
⁵⁷ 12	août	1997	–				ATF	123	V 223

pertes de salaire par suite de service militaire voir l'[art. 7, let. n, RAVS](#)).

9.1 Les indemnités versées aux assurés en vertu de la LF sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI)

2089 Font partie du salaire déterminant les prestations suivantes versées par la caisse de chômage à l'assuré :

- l'indemnité de chômage versée sous la forme d'indemnité journalière ([art. 22a, al. 1, LACI](#)) ;
- l'indemnité journalière versée pendant les cours de reconversion, de perfectionnement et d'intégration professionnels ([art. 22a, al. 1, LACI](#)) ;
- les allocations d'initiation au travail ([art. 66, al. 4, LACI](#)) ;
- les allocations de formation ([art. 66c, al. 3, LACI](#)) ;
- l'indemnité en cas d'insolvabilité ([art. 52, al. 2, LACI](#)).

2090 Lorsque le travailleur a droit à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail ou en cas d'intempéries, l'employeur est tenu de continuer à décompter les cotisations sur l'intégralité du salaire, comme si la durée de travail était normale ([art. 37, let. c](#), et [46 LACI](#)).

1/22 9.2 Les indemnités versées aux assurés en vertu de la loi fédérale sur les allocations pour perte de gain (LAPG)

2091 Des cotisations doivent, à peu d'exceptions près, être versées à l'AVS/AI/APG et – dans la mesure où le bénéficiaire est un salarié – à l'AC sur les indemnités allouées en vertu de cette loi ([art. 19a, al. 1, LAPG](#)). Pour les salariés, l'indemnité sera dès lors traitée comme un élément du salaire déterminant. Pour les détails, voir les Directives concernant le régime des allocations pour perte de gain (DAPG).

9.3 Les indemnités journalières et les allocations d'initiation au travail versées en vertu de la LF sur l'assurance-invalidité (LAI)

2092 Des cotisations doivent, à peu d'exceptions près, être versées à l'AVS/AI/APG et – dans la mesure où le bénéficiaire est un salarié – à l'AC sur les indemnités journalières, y compris les suppléments alloués en vertu de cette loi ([art. 25 LAI](#)). Des cotisations doivent également être prélevées sur l'allocation d'initiation au travail selon l'[art. 18a LAI](#). Pour les salariés, ces indemnités seront dès lors traitées comme un élément du salaire déterminant. Pour les détails, voir la Circulaire concernant les indemnités journalières de l'assurance-invalidité (CIJ).

9.4 Les indemnités journalières versées en vertu de la LF sur l'assurance militaire (LAM)

2093 Des cotisations doivent, à peu d'exceptions près, être versées à l'AVS/AI/APG et – dans la mesure où le bénéficiaire est un salarié – à l'AC sur les indemnités journalières, y compris les suppléments alloués en vertu de cette loi ([art. 29 LAM](#)). Pour les salariés, ces indemnités seront dès lors traitées comme un élément du salaire déterminant. Cette réglementation vaut pour toutes les indemnités journalières qui se rapportent à des périodes postérieures au 31 décembre 1993.

10. Prise en charge par l'employeur de la part salariale des cotisations AVS/AI/APG/AC et des impôts dus par le salarié ([art. 7, let. p, RAVS](#))

2094 Les prestations de l'employeur – volontaires ou légales (cf. notamment [art. 29, al. 3^{bis}, LAM](#)⁵⁸) – qui consistent à prendre en charge la part salariale des cotisations

AVS/AI/APG/AC et les impôts dus par le salarié (convention de salaire net) appartiennent au salaire déterminant. Ainsi, il faut procéder à la conversion des salaires nets en valeur brute. Pour les salariés ayant atteint l'âge ouvrant le droit à une rente de vieillesse, cette conversion n'a lieu qu'après avoir déduit la franchise de l'[art. 6^{quater} RAVS](#). Concernant la prise en charge de la part salariale pour la prévoyance professionnelle, voir le n° 2123. Pour la perception des cotisations, voir les DP.

2095 On renonce à convertir en valeur brute les prestations en nature et les salaires globaux.

11. Les rétributions versées par l'employeur en cas de cessation des rapports de services ([art. 7, let. q, RAVS](#))

11.1 Principe

2096 Les rétributions versées par l'employeur en cas de cessation totale des rapports de service font partie du salaire déterminant pour autant qu'elles ne soient pas expressément exceptées du salaire déterminant (principalement en vertu des [art. 8^{bis} ou 8^{ter} RAVS](#), voir les n°s 2126 ss). Il en va de même lorsque la rétribution est versée par des tiers (par ex. société mère ou fonds⁵⁹) s'il existe un lien avec le rapport de travail antérieur (cf. n° 1016).

2097
1/23 Peuvent notamment être cités comme exemples de salaire déterminant :

- Les rétributions versées par l'employeur après coup pour une activité exécutée à un moment où les rapports de services subsistaient encore (provisions, par exemple). De telles rétributions peuvent même n'être fixées que très longtemps après le départ du salarié (gratifications afférentes au dernier exercice commercial).

⁵⁹	30	juin	1976	–	ATF	102	V	152
	8	août	2011	9C_ 12/2011	ATF	137	V	321

- Les rétributions versées par l’employeur au salarié en cas de résiliation anticipée des rapports de services (p. ex. la créance en dommage-intérêts de l’[art. 337c, al. 1, CO](#)) ; le motif juridique de la résiliation est sans importance⁶⁰.
En revanche, les indemnités pour résiliation abusive de l’[art. 336a, al. 2, CO](#) et pour résiliation injustifiée de l’[art. 337c, al. 3, CO](#) fixées par le juge ne font pas partie du salaire déterminant⁶¹. Une indemnité résultant d’une transaction judiciaire ou extrajudiciaire n’est exceptée du salaire déterminant que si la documentation présentée à la caisse de compensation ne laisse place à aucun doute :
- qu’il s’agit exclusivement d’une telle indemnité et qu’elle ne comprend pas d’autres créances (p. ex. indemnités pour heures supplémentaires) et
- que le montant de l’indemnité est clairement établi.
- Les prestations allouées par l’employeur au salarié pour la renonciation par celui-ci à l’exercice d’une certaine activité lucrative (par exemple en échange du respect d’une clause de prohibition de concurrence)⁶².
- Les indemnités pour des vacances qui n’ont pas été prises.
- L’indemnité versée à un salarié pour la perte de son emploi avant même d’être entré en fonction⁶³.
- La rente pont versée par un fonds patronal de bienfaisance.

2098 Le dividende qu’obtient le salarié en cas de faillite pour le salaire qui lui est dû jusqu’à l’expiration du délai de résiliation, là où l’administration de la faillite ne reconduit pas le

⁶⁰	18	avril	1958	RCC	1958	p. 305	ATFA	1958	p. 108
	13	avril	1959	RCC	1959	p. 390	ATFA	1959	p. 145
	3	octobre	1959	RCC	1961	p. 31	–		
	6	août	1976	RCC	1976	p. 526	ATF	102	V 156
	17	mai	1996	VSI	1997	p. 22	–		
⁶¹	17	avril	1997	VSI	1997	p. 293	ATF	123	V 5
	22	avril	2009	4A_590/2008			ATF	135	III 405
⁶²	25	octobre	1955	RCC	1956	p. 72	ATFA	1955	p. 261
⁶³	17	mai	1996	VSI	1997	p. 22	–		
	23	février	1998	VSI	1998	p. 287	ATF	124	V 100

contrat de travail, fait, lui aussi, partie du salaire déterminant⁶⁴. Pour les indemnités en cas d'insolvabilité, le n° 2089.

11.2 Calcul du salaire déterminant pour les rétributions sous forme de rente

2099 Lorsque la rétribution de l'employeur en cas de cessation des rapports de service est versée sous forme de rente, celle-ci est convertie en *capital* ([art. 7, let. q, RAVS](#)) à l'aide des tables se trouvant à l'Annexe 1. A ce sujet, voir également les exemples à l'Annexe 2. Les valeurs actuelles contenues dans la table 1 pour les hommes et dans la table 2 pour les femmes sont calculées selon les bases techniques AVS 2015 (scénario de référence de l'OFS A-00-2015 pour l'année 2035) avec un taux d'intérêt technique de 2,5 pour cent.

2100 La formule de calcul suivante est applicable :
1/23

rente annuelle x pondération qui prend en compte la durée du versement de la rente x facteur selon la table

Le type de rente détermine le choix du facteur :

- pour les rentes viagères immédiates : capital = rente mensuelle x 12 x facteur « viagère » ;
- pour les rentes temporaires immédiates et différées : capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois de perception de la rente / nombre de mois jusqu'à l'âge de référence x facteur « temporaire » jusqu'à l'âge de référence (cf. tableau) ;
- pour les rentes viagères différées : capital = rente mensuelle x 12 x facteur « différée ».

La pondération équivaut à 1 lorsque le nombre de mois de perception de la rente est égal au nombre de mois jusqu'à l'âge de la retraite, resp. de référence.

⁶⁴ 6 août 1976 RCC 1976 p. 526 ATF 102 V 156

Si le montant de la rente versée n'est pas constant ou si la durée du versement ne couvre pas la totalité de la période jusqu'à l'âge de la retraite, resp. de référence, une rente moyenne pour cette période est calculée par la pondération des rentes mensuelles.

Le calcul pour des rentes différées temporaires est identique à celui pour des rentes temporaires.

- 2101 L'âge au moment de la cessation des rapports de travail est déterminant pour le choix du facteur. Il doit être arrondi au mois inférieur (le mois d'anniversaire n'est pas compté). Si l'âge n'est pas exprimé en années entières, le facteur applicable est déterminé par interpolation. Il s'agit de la différence entre le facteur à l'âge inférieur et celui à l'âge entier supérieur ; cette différence est multipliée par le nombre de mois jusqu'au prochain anniversaire et divisé par 12 ; le facteur à l'âge entier supérieur est ajouté à ce résultat. Le facteur de rente (viagère, temporaire, différée) ainsi interpolé et arrondi à deux chiffres après la virgule, tient compte du taux technique ainsi que de la durée viagère, temporaire ou différée estimée au mois près selon l'espérance de vie au moment de la cessation des rapports de travail. La formule de calcul est la suivante :

$\text{facteur à l'âge entier inférieur} - \text{facteur à l'âge entier supérieur}) \times (\text{nombre de mois jusqu'au prochain anniversaire} / 12) + \text{facteur à l'âge entier supérieur (arrondi à deux chiffres après la virgule)}$
--

Voir également les légendes des tables et les exemples 2.6 et 2.10 à l'Annexe 2.

- 2102 Les cotisations sont dues au moment du premier versement. L'inscription au compte individuel suit les règles relatives au versement de salaires arriérés (voir les D CA/CI).
- 2103 Si le facteur pondéré pour tenir compte de la durée du versement de la rente est inférieur ou égal à 1, les cotisations doivent en principe être prélevées régulièrement sur la rente en cours. La capitalisation est par contre effectuée si

les rentes sont différées et ne commencent pas à courir immédiatement après la cessation des rapports de travail ou si l'employeur le demande. Cela vaut également pour les rentes-pont (rentes temporaires) en cas de retraite partielle (cf. également les exemples 2.7 et 2.9 à l'Annexe 2).

- 2104 Afin d'éviter que l'obligation de cotiser comme personne sans activité lucrative soit contournée, les revenus soumis à cotisations en raison d'un renoncement à la capitalisation doivent être inscrits, en application du principe de réalisation (principe retenant l'année pour laquelle le salaire est dû), sous le mois de la fin des rapports de travail ou celui précédant le début de la retraite anticipée partielle (cf. D CA/CI).
- 2105 Si l'employeur prend à sa charge les cotisations AVS/AI/ APG/AC dues par le salarié, le capital déterminant pour le calcul des cotisations doit être converti en salaire brut (cf. convention de salaire net ci-dessus n° 2094 et DP).
- 2106 Les calculs peuvent être effectués au moyen du [calculateur « conversion de rentes en capital selon l'art. 7 let. q RAVS »](#) disponible sur le site Internet de l'OFAS.
- 2107 Pour l'application des montants annuels maximaux dans l'assurance-chômage, cf. CAC.
- 2108
1/23 Les cas qui ne pourront être traités d'après la table ci-jointe (Annexe 1), ou qui présentent d'autres particularités, seront soumis à l'OFAS.

II. Prévoyance professionnelle : prestations et cotisations

1. Les prestations réglementaires d'institutions de prévoyance professionnelle ([art. 6, al. 2, let. h, RAVS](#))

- 2109 Les prestations réglementaires d'institutions de prévoyance professionnelle ne font pas partie du salaire déterminant, si le bénéficiaire a un droit propre à la prestation au moment où l'événement assuré se produit ou lors de la dissolution partielle ou totale de l'institution de prévoyance (cf. [art. 53b-53d LPP](#)).
- 2110 L'exemption de prestations réglementaires des cotisations AVS présuppose notamment que⁶⁵ :
- la personne assurée peut faire valoir un droit à la prestation ; une règle non-contraignante ne suffit pas ;
 - la disposition réglementaire existe *avant* la survenance du risque assuré ;
 - le droit à la prestation est déterminable (base de calcul suffisamment précise) ;
 - que les prestations relèvent de la prévoyance professionnelle ;
 - que les prestations sont prévues par un règlement (cf. n° 2111).
- 2111 On considère notamment comme réglementaires au sens de [l'art. 6, al. 2, let. h, RAVS](#), les prestations prévues par :
- le règlement de la caisse de pension (y compris plan de prévoyance) ;
 - les statuts de l'institution de prévoyance ;
 - l'acte constitutif de l'institution de prévoyance ;
 - le règlement de liquidation partielle ([art. 53b LPP](#)) ;
 - le plan de répartition en cas de liquidation totale ([art. 53 LPP](#)).

- 2112
1/20 Les documents précités doivent avoir été édictés par l'organe compétent de l'institution de prévoyance (en règle générale constitué paritairement) et avoir été examinés par l'autorité de surveillance ([art. 51, 51a et 62, al. 1, let. a, LPP](#)), ce qui devrait garantir le respect des principes de la prévoyance professionnelle (planification, égalité de traitement, collectivité, adéquation et principe d'assurance, cf. [OPP 2](#)).
- 2113 S'il s'agit d'une institution de droit public, sont considérées comme réglementaires les dispositions édictées par la corporation de droit public concernée (cf. [art. 50, al. 2, LPP](#)).
- 2114 Constituent notamment des prestations réglementaires :
- des prestations d'une institution de prévoyance au sens des [art. 48](#) et [80 LPP](#) ;
 - le transfert d'une prestation de prévoyance réglementaire à l'institution de prévoyance du nouvel employeur ou à une institution de libre passage au sens de l'[art. 4 LFLP](#) (sous forme d'un compte de libre passage ou d'une police de libre passage au sens de l'[art. 10 OLP](#)) lors de la cessation des rapports de service ;
 - les prestations versées dans le cadre d'une *liquidation totale* d'une institution de prévoyance ([art. 53c LPP](#) en corrélation avec l'[art. 89a, al. 6, ch. 9, CC](#)) sur la base du plan de répartition approuvé par l'autorité de surveillance ; il en va de même pour les fonds patronaux de bienfaisance à prestations discrétionnaires ([art. 89a, al. 7, ch. 6, CC](#)) ;
 - les prestations versées en cas de *liquidation partielle* ([art. 53b LPP](#)) en vertu du règlement de liquidation partielle ; pour les fonds patronaux de bienfaisance à prestations discrétionnaires, sans règlement de liquidation partielle, les prestations doivent se baser sur un plan de répartition approuvé par l'autorité de surveillance ; les principes de l'égalité de traitement et de l'adéquation doivent être respectés (cf. [art. 89a, al. 8, ch. 3, CC](#)).

2115 Ne sont notamment pas considérées comme réglementaires au sens de l' [art. 6, al. 2, let. h, RAVS](#) les prestations d'un fonds patronal de bienfaisance à prestations discrétionnaires au sens de l' [art. 89a, al. 7, ch. 6, CC](#). Sont exceptées les prestations versées dans le cadre de liquidations totale ou partielle selon le n° 2111.

2. Les contributions réglementaires à des institutions de prévoyance professionnelle [\(art. 8, let. a, RAVS\)](#)

2.1 Les contributions de l'employeur

2116 Les cotisations réglementaires versées par l'employeur à des institutions de prévoyance professionnelles qui remplissent les conditions d'exonération fiscale de la LIFD sont exceptées du salaire déterminant.

2117 L'exonération fiscale selon la LIFD ([art. 80, al. 2, LPP](#) en corrélation avec l' [art. 56, let. e, LIFD](#)) implique que les contributions de l'employeur soient affectées exclusivement et irrévocablement à la prévoyance professionnelle en faveur des salariés ou de leurs survivants.

2118 Sont considérées comme réglementaires les cotisations à la prévoyance professionnelle (cotisations régulières et rachats)⁶⁶ :

- qui sont prescrites de façon impérative par un règlement ; une disposition non contraignante ne suffit pas ;
- qui sont établies de façon contraignante dans le règlement *avant* la survenance des risques assurés et doivent être versées au plus tard lors de la survenance du risque assuré ;
- dont l'étendue (pourcentage ou montant) est déterminée. S'il est par exemple prévu que l'employeur participe au rachat du salarié, mais pas dans quelle mesure, il ne

⁶⁶ 27	août	2007	H	153/06	ATF	133	V	556
8	août	2011		9C_12/2011	ATF	137	V	321
17	juillet	2018		9C_800/2017	–			

- s'agit pas de cotisations à la prévoyance professionnelle prescrites de façon contraignante (cf. n° 2123) ;
- dont la base normative applicable est par principe hors d'atteinte de l'employeur, et ne peut en tout cas pas être modifiée ad hoc, dans un cas particulier.

- 2119 Sont par ailleurs exceptées du salaire déterminant les contributions versées par l'employeur en cas de découvert conformément au règlement de l'institution de prévoyance (cf. [art. 65e LPP](#)).
- 2120 Peuvent également être exemptées des cotisations AVS, par analogie aux contributions en cas de découvert, les cotisations collectives, versées à titre extraordinaire à l'institution de prévoyance afin d'éviter que les salariés subissent, en raison de modifications relevant de la prévoyance professionnelle, des pertes dans leurs droits aux prestations (p. ex. changement d'institution de prévoyance, changement de primauté, baisse du taux de conversion). Les principes de la prévoyance professionnelle doivent toutefois être respectés.
- 2121 Pour la notion de base réglementaire et pour le respect des principes de la prévoyance professionnelle, cf. les n°s 2111 s., par analogie.

2.2 Les cotisations du salarié à la prévoyance professionnelle

- 2122 Les cotisations à la prévoyance professionnelle qui ont été versées par le salarié lui-même font partie du salaire déterminant.
- 2123 Si l'employeur prend à sa charge les cotisations à la prévoyance professionnelle au-delà de sa part réglementaire, celles-ci font partie du salaire déterminant.
Exemple : En plus de sa part réglementaire de 50%, l'employeur prend facultativement à sa charge la part du salarié.

III. Prestations sociales de l'employeur

Pour les prestations de l'aide sociale, cf. n° 2203.

1. Prestations des employeurs lors de la cessation des rapports de service

- 2124 Les prestations sociales allouées par l'employeur lors de la cessation des rapports de service sont, selon les dispositions suivantes, exceptées totalement ou en partie du salaire déterminant en cas de prévoyance professionnelle insuffisante ou en cas de résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation. En ce qui concerne les prestations versées dans des cas de rigueur cf. par ailleurs les n^{os} 2147 ss.
- 2125 Si de telles prestations constituent du salaire déterminant, peu importe qu'il s'agisse de prestations sous forme de rentes (par exemple, rente-pont) ou sous forme de capital (par exemple, prestations en cas de résiliation des rapports de travail). Les prestations sous forme de rentes sont converties en capital d'après la table de conversion de l'Annexe 1 (cf. aussi n° 2099).

1.1 Prestations sociales en cas de prévoyance professionnelle insuffisante ([art. 8^{bis} RAVS](#))

- 2126 Les prestations versées par l'employeur, lors de la cessation de rapports de travail ayant duré plusieurs années, sont exceptées du salaire déterminant à concurrence de la moitié de la rente vieillesse mensuelle minimale en date du versement, pour chaque année pendant laquelle le salarié n'a pas été assujéti à la prévoyance professionnelle.
- 2127 Les prestations aux employés qui étaient affiliés à la prévoyance professionnelle en vertu d'une autre activité exercée pendant l'année civile en question ne sont pas exceptées du salaire déterminant.

-
- 2128 Un rapport de travail est considéré comme ayant duré plusieurs années lorsque la durée de l'activité est de deux ans au moins.
- 2129 Sont considérées comme années manquantes d'assurance, les années civiles entières durant lesquelles l'employé n'était pas assuré à la prévoyance professionnelle.
- 2130 Ne remplissent pas les conditions, les employés qui ne sont pas affiliés à la prévoyance professionnelle pendant une courte période parce qu'ils exercent une activité lucrative de courte durée (par exemple, ventes durant les fêtes de Noël).
- 2131 De même, les prestations accordées par l'employeur aux employés pour les années pendant lesquelles ils ne sont pas assurés obligatoirement à cause de leur bas revenu mais sont affiliés à une prévoyance professionnelle facultative ne sont pas exclues du salaire déterminant.
- 2132 Le montant qui dépasse la moitié de la rente vieillesse mensuelle minimale fait partie du salaire déterminant.

1.2 Prestations sociales lors de résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation **([art. 8^{ter} RAVS](#))**

- 2133 Les prestations versées par l'employeur suite à la résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation sont exceptées du salaire déterminant à concurrence de quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale.
- 2134 Les prestations, dont ne bénéficient que certains salariés, font partie du salaire déterminant. Les prestations échelonnées selon des critères objectifs et sociaux (p. ex. l'âge, les années de service et le dernier salaire) peuvent par contre en être exceptées.

- 2135 Les départs volontaires et les départs à la retraite anticipée librement choisis ne tombent pas sous le coup des dispositions d'exemption, même lorsqu'ils sont fondés sur un plan social ou reposent sur un plan de retraite anticipée.
- 2136 En cas de résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation, la part de la prestation versée par l'employeur qui dépasse le montant de quatre fois et demie la rente vieillesse annuelle maximale fait partie du salaire déterminant.
- 2137 Sont considérés comme des impératifs d'exploitation, la fermeture, la fusion ou la restructuration d'entreprise.
- 2138 Une restructuration d'entreprise est admise lorsque les conditions selon l'[art. 53b, al. 1, let. a ou b, LPP](#) pour une liquidation partielle de l'institution de prévoyance qui applique la prévoyance professionnelle obligatoire sont réunies ou en cas de licenciement collectif réglementé par un plan social.
- 2139 Les conditions pour une liquidation partielle sont fixées par le règlement approuvé par les autorités de surveillance de la prévoyance professionnelle. Une liquidation partielle d'une fondation de prévoyance procédant à la prévoyance surobligatoire ne suffit pas à elle seule pour remplir les conditions d'exemption (cf. toutefois n° 2114).
- 2140 Si la caisse de compensation n'est pas certaine que les conditions pour une liquidation partielle d'une institution de prévoyance soient remplies (pour une liquidation partielle d'une fondation collective dans le cadre de la caisse de prévoyance), elle demande à l'employeur une confirmation de l'institution de prévoyance.
- 2141 Si une liquidation partielle ne peut avoir lieu en raison d'un manque de fonds, bien que les conditions soient remplies en vertu du règlement déterminant, les prestations de l'employeur peuvent toutefois être exemptées du paiement des cotisations au sens de l'[art. 8^{ter} RAVS](#).

- 2142 Si, malgré la résiliation des rapports de service, une liquidation partielle de l'institution de prévoyance n'a pas lieu, il y a toutefois restructuration d'entreprise au sens de l'[art. 8^{ter} RAVS](#) lorsqu'un licenciement collectif réglementé par un plan social est effectué.
- 2143
1/22 On entend par plan social, une convention par laquelle l'employeur et les travailleurs (représentation des travailleurs ou syndicat) fixent les moyens d'éviter les licenciements, d'en limiter le nombre ou d'en atténuer les conséquences (cf. [art. 335h, al. 1, CO](#))⁶⁷.
- 2144 Un licenciement est considéré comme collectif lorsqu'il touche une grande partie du personnel. Les nombres d'employés selon l'[art. 335d CO](#) peuvent être pris comme valeurs indicatives.
- 2145 Il faut par ailleurs une unité matérielle et temporelle. Tel n'est pas le cas, en règle générale, lorsque le licenciement s'étend sur une durée dépassant six mois.

2. Prestations versées dans des cas de rigueur ([art. 8^{quater} RAVS](#))

- 2146 Les prestations d'assistance extraordinaires versées par l'employeur ou par une institution qui lui est proche (p. ex. un fonds) dans le but de remédier, d'atténuer ou de prévenir une détresse financière du salarié sont exceptées du salaire déterminant jusqu'à concurrence du montant nécessaire à assurer le minimum vital. Les prestations excédentaires font partie du salaire déterminant.
- 2147 Pour l'obtention d'un soutien de l'employeur, le salarié doit se trouver dans une situation particulièrement difficile. Les circonstances peuvent être très diverses (professionnelles, familiales, liées à la santé, etc.) et ne sont pas énumérées exhaustivement à l'[art. 8^{quater} RAVS](#). Toutefois, des prestations accessoires au salaire, versées régulièrement et non

dans un cas de rigueur, en vue de compléter un revenu trop bas, ne sont pas exceptées du salaire déterminant.

- 2148 Il y a détresse financière lorsque la couverture des besoins vitaux n'est pas assurée. Cela signifie soit que les besoins vitaux ne sont plus couverts, soit qu'ils ne le seraient plus si aucune prestation d'assistance n'était versée.
- 2149 La caisse de compensation détermine si une situation de détresse financière existe. Pour ce faire, elle procède de manière analogue au calcul de la situation difficile de l'[art. 5 OPGA](#) (restitution de prestations indûment touchées ; voir les Directives concernant les rentes [DR] de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité fédérale).
- 2150 Les employeurs et les salariés sont tenus de fournir à la caisse de compensation les renseignements nécessaires à la détermination de l'existence ou non d'une situation de détresse financière. L'examen de la situation financière doit si possible être fait par la caisse de compensation avec la personne salariée. La caisse de compensation l'assiste au besoin pour remplir les formulaires.
- 2151 Il y a lieu d'admettre une détresse financière, en principe, lorsqu'il est établi que la personne bénéficiaire touche des prestations complémentaires ou des prestations de l'aide sociale.

3. Indemnités et prestations lors d'événements particuliers

[\(art. 8, let. c, RAVS\)](#)

- 2152 Sont considérées comme prestations lors d'événements particuliers exceptées du salaire déterminant, pour autant qu'elles ne dépassent pas la valeur usuelle de telles prestations⁶⁸ :

⁶⁸ 30 décembre 1964 RCC 1965 p. 404 ATFA 1964 p. 215
12 août 1985 RCC 1986 p. 230 ATF 111 V 77

- 2153 – Les *prestations faites lors du décès d'un proche* du salarié.
- 2154
1/20 – Les *prestations aux survivants*. Constitue une prestation aux survivants le fait de continuer le paiement du salaire du défunt aux survivants. En sont notamment exclus le versement de salaires arriérés, les bonus et autres rétributions pour le travail fourni par la personne décédée. Sont réservés les cas d'abus de droit.
- 2155 – Les *dons de jubilé*. Ce sont des prestations allouées aux salariés pour fêter la longue existence de l'entreprise. Il doit s'agir de prestations accordées au plus tôt 25 ans après la fondation de l'entreprise et, par la suite, à des intervalles de 25 ans au moins. Elles ne doivent pas dépasser la mesure habituelle et être remises en principe à tous les salariés⁶⁹. Il y a lieu d'apprécier dans chaque cas d'espèce ce qu'est « la mesure habituelle » en tenant compte du montant du salaire et des années de service⁷⁰ (pour les cadeaux pour ancienneté de service voir toutefois au n° 2002).
- 2156 – Les *cadeaux de fiançailles, de noces et d'enregistrement*⁷¹ (pour les allocations de mariage resp. d'enregistrement, voir le n° 2167).
- 2157 – Les *prestations allouées à l'occasion de la réussite d'examens professionnels*. Elles sont accordées en espèces ou en nature, en tant que récompense pour le passage avec succès d'un examen de fin d'apprentissage ou d'un examen analogue ou encore d'un examen principal ou intermédiaire d'un cycle de formation professionnelle. Le montant de ces prestations ne doit cependant pas dépasser 500 francs dans chaque cas.

⁶⁹	12	décembre	1952	–			ATFA	1952	p.	241
	25	mars	1980	RCC	1980	p.	500	–		
	12	août	1985	RCC	1986	p.	230	–		
⁷⁰	12	août	1985	RCC	1986	p.	230	ATF	111	V 77
⁷¹	30	décembre	1964	RCC	1965	p.	404	ATFA	1964	p. 215

- 2158 – Les *cadeaux en nature*. Il s'agit de prestations accordées habituellement à l'occasion d'événements particuliers, tels Noël et Nouvel-An ou comme récompense unique pour des performances exceptionnelles ou des tâches particulières, dont la valeur totale ne dépasse pas 500 francs par année. La valeur déterminante est celle du prix de revient pour l'employeur. Les cadeaux en or ou en argent (y compris les pièces de monnaie et les lingots) sont considérés comme des cadeaux en nature. Les cadeaux en espèces sont assimilés à des gratifications et font partie du salaire déterminant.
- 2159 – Les *prestations allouées au salarié lors du décès de l'employeur*, selon une disposition de dernière volonté ou par les héritiers, pour autant qu'elles ne dépassent pas le montant d'un salaire mensuel⁷².
- 2160 Si les prestations accordées à l'occasion d'événements particuliers dépassent la valeur usuelle, resp. la limite fixée, la valeur totale de la prestation ou du cadeau est soumise à cotisations⁷³.

IV. Contributions de l'employeur aux frais liés à la santé

1. Cotisations de l'employeur à l'assurance-maladie et accidents ([art. 8, let. b, RAVS](#))

- 2161 Les cotisations versées par l'employeur aux assureurs maladie et accidents de ses salariés ne font pas partie du salaire déterminant, si
- l'employeur paie directement à leur assureur la prime pour ses salariés⁷⁴ ;
 - tous les salariés sont traités de la même manière.

⁷²	25	février	1975	RCC	1975	p.	379	ATF	101	V	1
	16	septembre	1980	RCC	1981	p.	192	ATF	106	V	133
⁷³	14	avril	2004	VSI	2004	p.	165	–			
⁷⁴	22	août	2000	VSI	2001	p.	49	ATF	126	V	221

2162 1/21 Lorsque l'employeur prend à sa charge la part de la prime d'assurance que le salarié aurait à supporter lui-même (par exemple en vertu de l'[art. 91, al. 2, LAA](#)), celle-ci est exceptée du salaire déterminant si tous les salariés sont traités de la même manière.

2. Les prestations patronales destinées à couvrir les frais médicaux

[\(art. 8, let. d, RAVS\)](#)

2163 Lorsque l'employeur prend partiellement ou totalement à sa charge les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hôpital ou de cure de ses salariés, ces frais ne font pas partie du salaire déterminant, si

- ils ne sont pas déjà couverts par l'assurance obligatoire des soins ;
- tous les salariés sont traités de la même manière.

2164 Pour les indemnités pour perte de salaire en cas d'accident, de maladie ou d'invalidité cf. n^{os} 2082 ss.

V. Allocations familiales

[\(art. 6, al. 2, let. f, RAVS\)](#)

2165 Sont considérées comme allocations familiales :

- Les *allocations pour enfants* et les *allocations de formation professionnelle* accordées pour des enfants, des enfants adoptés ou du conjoint, des enfants recueillis ou des frères et sœurs ou petits-enfants du bénéficiaire s'il en assume l'entretien de manière prépondérante (cf. [art. 4, al. 1, LAFam](#)).

2166 – Les *allocations de ménage* (*appelées également parfois allocations familiales*) accordées à des salariés mariés resp. liés par un partenariat enregistré qui vivent avec leur conjoint resp. partenaire enregistré et/ou avec des

enfants, à des salariés célibataires, veufs ou divorcés, qui vivent avec des enfants au sens du n° 2165⁷⁵.

Ne sont considérées comme allocations de ménage que les prestations accordées en sus du salaire. Il n'est pas admissible de désigner une partie du salaire comme allocation de ménage, afin d'obtenir ainsi que cette partie soit exceptée des cotisations. Les allocations de ménage sont des prestations fixes, indépendantes du montant du salaire. Elles doivent être d'un montant identique pour tous les salariés d'une entreprise qui y ont droit.

- 2167 – Les *allocations de mariage resp. les allocations d'enregistrement* accordées au moment où un mariage est contracté resp. un partenariat est enregistré (pour les cadeaux de noces resp. d'enregistrement, voir le n° 2156).
- 2168 – Les *allocations de naissance ou d'adoption* qui sont accordées au salarié à l'occasion de la naissance d'un enfant du salarié ou de l'adoption d'un enfant par le salarié.
- 2169 Les allocations familiales peuvent être octroyées aux salariés ou à des personnes exerçant une activité indépendante :
- par les services énumérés à l'[art. 21c LAFam](#) ;
 - par l'employeur.
- 2170 Les allocations familiales sont, dans tous les cas, exceptées du salaire déterminant si elles sont octroyées sur la base d'une disposition légale ou en vertu d'une convention collective de travail.
- 2171 Les allocations familiales versées par l'employeur et qui sont prévues dans un règlement du personnel émis par l'employeur ou pour lesquelles le salarié a un droit propre sont exemptées de cotisations à hauteur de :
- 1 fois le montant de l'allocation de formation professionnelle selon l'[art. 5, al. 2, LAFam](#), par enfant, lorsqu'il

75	22	août	1984	RCC	1985	p.	116	ATF	110	V	229
	29	juin	1993	VSI	1995	p.	29	ATF	119	V	385

s'agit d'*allocations pour enfants* ou d'*allocations de formation professionnelle* (n° 2165) et, par ménage, lorsqu'il s'agit d'*allocations de ménage* (n° 2166) ;

- 5 fois le montant de l'allocation de formation professionnelle selon l'[art. 5, al. 2, LAFam](#), par enfant, lorsqu'il s'agit d'*allocations de naissance* ou d'*adoption* (n° 2168). Cette règle n'est pas applicable aux allocations citées au n° 2167.

2172
1/22

Exemples :

1. Une loi cantonale sur les allocations familiales prévoit l'octroi d'une allocation de naissance de 1500 francs et l'employeur verse en plus, à bien plaisir, à Mme X., une somme de 500 francs au titre d'allocation de naissance. Seule l'allocation de naissance prévue par la loi cantonale sur les allocations familiales est exemptée de cotisations. L'allocation de naissance versée en plus à bien plaisir est soumise à cotisations (car il y n'a aucune base dans un règlement personnel ni de droit propre de la part du salarié).
2. Une convention collective de travail prévoit l'octroi d'une allocation pour enfant de 300 francs par enfant et l'employeur verse à M. Y, père de deux enfants, en vertu du contrat de travail qui les lie, une somme de 500 francs par enfant au titre d'allocation pour enfant en plus. Les 600 francs (2 enfants x 300 francs) prévus par la convention collective de travail sont exemptés de cotisations alors que le complément versé par l'employeur n'est exempté qu'à hauteur de 500 francs (2 enfants x 250 francs) conformément au n° 2171, premier tiret.
3. Une loi cantonale sur les allocations familiales prévoit l'octroi d'une allocation de formation professionnelle de 300 francs et l'employeur verse, en vertu d'un règlement du personnel qu'il a lui-même émis, une somme de 500 francs au titre d'allocation de formation professionnelle en plus. L'allocation de formation professionnelle de 300 francs prévue par la loi cantonale sur les allocations fa-

miliales est exemptée de cotisations alors que le complément versé par l'employeur n'est exempté qu'à hauteur de 250 francs conformément au n° 2171, premier tiret.

4. L'employeur prévoit, dans un règlement du personnel qu'il a lui-même émis, le versement d'une allocation de naissance de 1000 francs et d'une allocation de ménage de 1200 francs. Alors que l'allocation de naissance est entièrement exemptée, l'allocation de ménage n'est exemptée de cotisations, selon le n° 2171, premier tiret, que jusqu'à un montant de 250 francs.

VI. Autres prestations

1. Les prestations destinées à permettre la formation ou le perfectionnement professionnels ([art. 6, al. 2, let. g, RAVS](#))

2173 Les prestations destinées à permettre la formation ou le perfectionnement professionnels ne sont, en règle générale, pas comprises dans le revenu provenant d'une activité lucrative. Sont réservées les règles spéciales valant pour les prestations octroyées par l'employeur (cf. n^{os} 2177 ss).

1.1 Les différents genres de prestations

2174 De par leur nature, les prestations destinées à permettre la formation ou le perfectionnement professionnels peuvent servir à la couverture de toutes dépenses en rapport avec la formation ou le perfectionnement, telles les montants versés pour les frais d'écologie, le matériel scolaire ou les frais d'entretien de la personne en formation. De telles prestations peuvent également être accordées pour la formation ou le perfectionnement qui ne s'effectuent pas dans des écoles ou des cours.

2175 Par formation on entend tous les degrés de l'enseignement général et spécialisé, élémentaire et supérieur, pratique et théorique, public ou privé. Peu importe que l'enseignement

soit ou non formellement suivi jusqu'à son terme et, par exemple, achevé par un examen final. De même, il importe peu qu'il s'agisse de la première ou de la seconde formation.

- 2176 Par perfectionnement on entend la continuation de l'apprentissage professionnel au-delà des études ou de la formation. Le perfectionnement peut suivre immédiatement les études ou la formation ou être entrepris après exercice d'une activité dans la vie économique. Il peut aussi avoir lieu en plus de l'exercice d'une activité lucrative.

1.2 Les prestations octroyées par l'employeur

- 2177 Si les prestations destinées à permettre la formation ou le perfectionnement professionnels sont octroyées par l'employeur, elles font partie du salaire déterminant à moins que la formation ou le perfectionnement soient étroitement liés à l'activité professionnelle du bénéficiaire.
- 2178 On considère que la prestation est octroyée par l'employeur malgré l'absence d'un rapport de travail au moment où elle est accordée si le bénéficiaire se trouve juridiquement tenu d'entrer au service du donateur (cf. n° 2183) dès la fin de la formation⁷⁶.
- 2179 Lorsque la prestation octroyée par l'employeur est versée en lieu et place d'un salaire, elle fait également partie du salaire déterminant.
- 2180 La prestation d'une institution proche de l'employeur est assimilée à celle de l'employeur.
- 2181 Si le donateur s'est réservé le droit de disposer du travail (par exemple, droit de publier le travail ou de faire breveter le résultat de la recherche), la prestation doit être considé-

⁷⁶ 27 août 1960 RCC 1960 p. 398 ATFA 1960 p. 191

rée comme du salaire déterminant. Il en va de même lorsque le bénéficiaire participe à l'exploitation économique de ce résultat.

- 2182 Les prestations destinées au développement ou à la reconnaissance de travaux culturels ou scientifiques font partie du salaire déterminant pour autant qu'elles soient allouées en raison des rapports de service du bénéficiaire.

1.3 Le donateur et le bénéficiaire

- 2183 Le donateur peut être une personne physique, une communauté de personnes ou une personne morale de droit public ou de droit privé.
- 2184 Est réputée bénéficiaire toute personne qui reçoit des prestations pour ses propres besoins, pour le versement de salaires ou pour la couverture de frais généraux.
- 2185 N'est pas considérée comme bénéficiaire la personne qui reçoit la prestation à titre fiduciaire au profit d'un tiers, ainsi le professeur d'université qui la touche pour un étudiant travaillant sous sa surveillance. Le bénéficiaire est alors la personne à qui la prestation est destinée.

1.4 Les prestations faisant partie du salaire déterminant

- 2186 Les bourses et autres prestations analogues font partie du salaire déterminant :
- lorsque la prestation a été allouée en raison d'un rapport de service établi entre le donateur et le bénéficiaire⁷⁷ ;
 - lorsque le donateur peut disposer du résultat du travail.
- 2187 Les prestations font ainsi partie du salaire déterminant dès l'instant où l'une de ces deux conditions est remplie⁷⁸. Si ni

⁷⁷ 25 février 1964 RCC 1964 p. 271 ATFA 1964 p. 15
⁷⁸ 25 février 1964 RCC 1964 p. 271 ATFA 1964 p. 15

l'une ni l'autre de ces deux conditions ne sont remplies, les prestations sont exceptées du gain de l'activité lucrative. S'agissant des conditions auxquelles le bénéficiaire est considéré comme une personne sans activité lucrative, voir les DIN.

- 2188 La prestation de l'employeur est assimilée à celle d'une institution.
- 2189 La prestation est également allouée en raison d'un rapport de service là où, malgré l'absence d'un tel rapport au moment où elle est accordée, le bénéficiaire se trouve juridiquement tenu d'entrer au service du donateur, dès la fin de la formation. Toutefois une simple obligation morale faite au bénéficiaire ne suffit pas pour admettre que la prestation a été allouée en raison d'un rapport de service⁷⁹.
- 2190 La prestation n'est pas allouée en raison d'un rapport de service lorsque le salarié se trouve, en sa qualité de bénéficiaire, dans la situation d'un tiers par rapport à l'employeur. Une communauté publique accorde, par exemple, une bourse à l'un de ses fonctionnaires, dans les mêmes conditions auxquelles cette bourse serait octroyée à un autre citoyen.
- 2191 Là où le donateur s'est réservé le droit de disposer du travail (par exemple, droit de publier le travail ou de faire breveter le résultat de la recherche), la prestation doit être considérée comme du salaire déterminant lorsque le bénéficiaire participe à l'exploitation économique de ce résultat.
- 2192 Une condition liée à l'octroi de la prestation par le donateur, telle qu'une clause sur la manière dont les fonds devront être utilisés, l'obligation de rendre des comptes ou de faire un rapport sur le travail entrepris, n'équivaut pas plus au droit de disposer du résultat du travail que la clause selon laquelle le bénéficiaire doit éventuellement restituer la prestation.

⁷⁹ 27 août 1960 RCC 1960 p. 398 ATFA 1960 p. 191

1.5 Prestations affectées à la rétribution du travail d'un tiers

2193 Si le bénéficiaire affecte les prestations reçues à la rétribution d'un travail fourni par des tiers (qui ont accompli ce travail pour atteindre le but visé par la prestation), les rétributions ainsi allouées ne sont pas exceptées du gain de l'activité lucrative de ceux qui les touchent. Elles font partie, selon les règles générales sur la délimitation du statut de salarié ou d'indépendant, soit du salaire déterminant (par exemple pour les assistants, les laborantins ou autres auxiliaires) soit du revenu de l'activité indépendante (par exemple pour les rétributions allouées à un expert pour l'élaboration d'une expertise).

2. Rémunérations de minime importance ([art. 34d RAVS](#))

2194 Lorsque le salaire déterminant d'un assuré n'excède pas 2 300 francs par année civile et par employeur et sous réserve de certaines exceptions, les cotisations ne sont perçues qu'à la demande de l'assuré (voir les DP).

3. Revenu d'une activité lucrative exercée à l'étranger ([art. 6^{ter} RAVS](#))

2195 Sont exceptés du calcul des cotisations les revenus d'activité lucrative qu'une personne domiciliée en Suisse acquiert :

- comme exploitant resp. comme associé d'une entreprise ou d'un établissement stable sis à l'étranger ;
- comme organe d'une personne morale sise à l'étranger ;
- comme personne acquittant l'impôt calculé sur la dépense au sens de l'[art. 14 LIFD](#).

2196 Les accords avec l'UE et l'AELE ainsi que les dispositions des conventions internationales de sécurité sociale sont réservés.

2197 Pour plus de détails, voir les DAA.

4. La solde militaire et les indemnités de même nature

[\(art. 6, al. 2, let. a, RAVS\)](#)

- 2198 La solde militaire selon les [art. 31 ss OAA](#) ne fait pas partie du salaire déterminant.
- 2199 Le droit de l'AVS assimile à la solde militaire :
– La solde des personnes servant dans la protection civile⁸⁰ conformément à l'OPCi.
- 2200 – L'argent de poche versé aux personnes servant dans le service civil conformément à l'[art. 29, al. 1, let. a, LSC](#).
- 2201
1/23 – La *solde versée aux sapeurs-pompiers de milice*, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 5 200 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels) est exemptée de cotisations conformément à la réglementation fiscale ([art. 24, let. f^{bis}, LIFD](#)). En revanche, les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement font partie du salaire déterminant.

5. Accomplissement de corvées

- 2202 Les indemnités rémunérant l'accomplissement de corvées ne font pas partie du salaire déterminant pour autant qu'elles servent au paiement d'un impôt spécial des corvées, le contribuable étant autorisé par un règlement de la commune à s'acquitter de l'impôt en effectuant la corvée⁸¹. Là où ces conditions ne sont pas remplies, les rétributions

⁸⁰ 7 avril 1975 RCC 1975 p. 382 ATF 101 V 91
⁸¹ 21 septembre 1955 RCC 1956 p. 32 ATFA 1955 p. 169

versées pour l'accomplissement de corvées doivent être considérées comme un salaire déterminant, sans égard au fait que la commune les verse ou les compense avec des créances qu'elle possède elle-même contre l'assuré.

6. Prestations de l'aide sociale

2203 Les prestations de l'aide sociale et d'institutions de secours (Pro Juventute, organisations religieuses, Pro Infirmis, etc.) sont également exclues du salaire déterminant. Cf. également l'[art. 10, al. 2, let. b, LAVS](#) et les DIN.

3^e partie : Les frais généraux ([art. 9 RAVS](#))

1. Définition

- 3001 Les frais généraux sont les dépenses résultant pour le salarié de l'exécution de son travail. Les indemnités pour frais encourus versées par l'employeur ne font pas partie du salaire déterminant ([art. 9, al. 1, RAVS](#)).
- 3002 Ces dépenses incombent au salarié en sus de ses frais d'entretien courants, lesquels sont encourus dans la même mesure ou presque qu'une activité lucrative soit exercée ou non. Les frais d'entretien courants ne sont pas liés à l'exercice de l'activité lucrative et ne constituent donc pas des frais généraux⁸².
- 3003 Constituent notamment des frais généraux :
- les frais de voyage de service (frais de transport, de nourriture et de logement) ; en revanche, ce n'est pas le cas pour les frais pour les déplacements du salarié de son domicile au lieu de son travail habituel ([art. 9, al. 2, RAVS](#), cf. aussi n^{os} 3006 s.) ;
 - les frais de représentation et les dépenses pour la clientèle ;
 - les frais de matériel et de vêtements de travail ;
 - les frais d'utilisation de locaux affectés à l'exercice de l'activité lucrative ;
 - les frais de déménagement pour raisons professionnelles (pour les indemnités de réinstallation cf. n^o 2002)⁸³ ;
 - les frais de formation ou de perfectionnement professionnel (frais de cours ou d'examens, frais de livres ou de matériel, etc.) lorsqu'ils se trouvent en relation étroite avec l'activité professionnelle du salarié.

⁸² 10 février 1982 RCC 1982 p. 354 –

9 mai 2001 [VSI 2001 p. 214](#) –

⁸³ 5 mai 1988 RCC 1989 p. 165 –

- 3004 Les uniformes ou habits de service remis par l'employeur, de même que les prestations en argent accordées en lieu et place de ceux-ci, doivent être traités comme des frais généraux décomptés séparément.
- 3005 En revanche, la contre-valeur de vêtements ordinaires remis gratuitement par l'employeur fait partie du salaire déterminant⁸⁴.
- 3006 Ne représentent pas non plus des indemnités pour frais encourus :
- les indemnités versées régulièrement au salarié pour ses déplacements de son domicile au lieu de son travail habituel ;
 - les indemnités versées régulièrement pour les repas courants pris au domicile ou au lieu de travail habituel.
- 3006.1
1/23 Le lieu de travail du personnel d'une entreprise de nettoyage affecté à un lieu différent chaque jour n'est, par exemple, pas considéré comme habituel.
- 3007
1/23 Ces indemnités pour le déplacement et pour les repas courants font partie du salaire déterminant ([art. 9, al. 2, RAVS](#)) sauf si :
- l'indemnité pour le déplacement au lieu de travail est accordée sous la forme d'un abonnement général ou d'un abonnement régional de transports publics ou d'un montant destiné à l'achat d'un tel abonnement, dans la mesure où la personne concernée entreprend environ 40 jours de déplacements professionnels par an. En revanche, les abonnements demi-tarif sont exclus du salaire déterminant soumis à cotisation ;
 - l'indemnité pour les repas courants est de minime importance, si elle n'est pas versée en espèces et si sa valeur ne peut être évaluée qu'au prix d'un travail administratif disproportionné. Si la valeur resp. le rabais octroyé au moyen du «chèque-repas» ou d'autres bons valables

⁸⁴ 1^{er} janvier 1967 RCC 1968 p. 267 –

dans des restaurants ou pour des livraisons de repas dépasse Fr. 180.– par mois, le montant dépassant cette limite constitue dans tous les cas du salaire déterminant.

- 3008 Les indemnités pour les frais raisonnables de logement des expatriés découlant du maintien justifié d'une habitation permanente destinée à leur usage personnel à l'étranger, resp. en Suisse, peuvent être reconnus comme des frais généraux pendant une année au maximum⁸⁵.
- 3008.1 1/20 Les dépenses pour les campagnes électorales et les votations ainsi que les contributions aux partis ne représentent pas des frais généraux déductibles⁸⁶.

2. Détermination

- 3009 Les indemnités versées par l'employeur valant dédommagement pour frais encourus doivent être déduites pour établir le salaire déterminant. A cet égard, il faut s'en tenir aux règles suivantes :
- 3010 Les frais généraux doivent être déduits à concurrence de leur montant effectif⁸⁷. L'employeur et/ou le salarié doivent établir la preuve des frais généraux⁸⁸.
- 3011 Les caisses de compensation ne sont pas liées par les déductions de frais admises lors de la taxation fiscale⁸⁹. Les caisses de compensation peuvent toutefois les reprendre

⁸⁵	20	mai	2014	9C_176/2014				–
⁸⁶	16	octobre	2018	9C_641/2017				–
⁸⁷	14	juin	1955	RCC	1955	p.	372	–
	27	septembre	1978	RCC	1979	p.	77	–
	6	avril	1982	RCC	1982	p.	354	–
	26	octobre	1982	RCC	1983	p.	310	–
⁸⁸	26	janvier	1954	RCC	1954	p.	148	–
	27	septembre	1978	RCC	1979	p.	77	–
	6	avril	1982	RCC	1983	p.	354	–
	26	octobre	1982	RCC	1983	p.	310	–
	19	octobre	1989	RCC	1990	p.	41	–
⁸⁹	6	janvier	1951	RCC	1951	p.	154	–
	13	janvier	1958	RCC	1958	p.	348	–
	19	octobre	1989	RCC	1990	p.	41	–
	2	décembre	1993	VSI	1994	p.	170	–

lorsque l'employeur décompte les frais conformément aux prescriptions fiscales sur la base de justificatifs ou par des indemnités forfaitaires par type de dépenses de sorte que leur montant ne doit pas être indiqué dans le certificat de salaire pour la déclaration fiscale (cf. chiffre 13.1.1 du certificat de salaire et n° 52 du guide d'établissement du certificat de salaire et à l'attestation de rentes publié par la Conférence suisse des impôts et l'Administration fédérale des contributions : [Certificat de salaire et attestation de rentes | AFC](#)).

- 3012 La caisse de compensation admet les règlements de remboursement des frais approuvés par les autorités fiscales, lorsqu'ils sont conformes au droit de l'AVS et que les frais approuvés ne sont pas manifestement exagérés.
- 3013 Lorsqu'il n'est pas possible de prouver le montant des frais effectifs et en l'absence d'un règlement de remboursement des frais approuvé par l'autorité fiscale compétente, le montant forfaitaire indiqué dans le certificat de salaire à l'intention des autorités fiscales (voir le chiffre 13.2 du certificat de salaire ainsi que le n° 53 du guide d'établissement du certificat de salaire et à l'attestation de rentes publié par la Conférence suisse des impôts et l'Administration fédérale des contributions : [Certificat de salaire et attestation de rentes | AFC](#)) sera admis à titre d'indemnité pour frais encourus, à moins qu'il soit manifestement exagéré. Il peut notamment permettre d'indemniser les frais de voiture, de représentation, les frais divers ou encore d'autres frais.
- 3014 Le forfait doit correspondre pour le moins dans son ensemble aux frais effectifs, c'est-à-dire qu'il doit refléter les circonstances effectives du cas. Ce point doit être tranché en se fondant sur les circonstances de la situation concrète⁹⁰. Le montant forfaitaire peut notamment être établi lors d'un contrôle d'employeur.

⁹⁰ 2	août	1978	RCC	1978	p.	557	ATF	104	V	57
23	juin	1986	RCC	1987	p.	383	–			
19	octobre	1989	RCC	1990	p.	41	–			

- 3015 Si les paiements de l'employeur désignés comme indemnités pour frais encourus paraissent exagérés, la caisse de compensation doit examiner s'ils correspondent aux dépenses effectives. Dans le cas contraire, il faut les réexaminer.
- 3016 En l'absence d'une déclaration de frais pour les impôts, lorsque l'employeur ne décompte pas les frais sur la base de justificatifs ni au moyen d'indemnités forfaitaires à l'intention des autorités fiscales, mais qu'il est toutefois établi que des frais généraux ont été encourus et que des circonstances spéciales empêchent la preuve stricte de ces frais, ceux-ci doivent être estimés par la caisse de compensation⁹¹.

3. Prescriptions spéciales

- 3017 Pour le personnel des entreprises temporaires, toute solution englobant l'ensemble du personnel de l'entreprise est exclue. Des remboursements forfaitaires ne sont admis que pour certains salariés ou des groupes professionnels précis travaillant hors de l'entreprise cliente (ex. ouvriers de la construction). Même en cas de remboursement forfaitaire, l'employeur et le salarié sont tenus d'établir l'existence et le montant des frais généraux remboursés forfaitairement. Les personnes travaillant dans l'entreprise locataire de services ne supportent en général pas de frais généraux.
- 3018 1/21 Il existe une réglementation spéciale relative à la déduction des frais généraux pour les musiciens, les artistes, les DJ's, les sportifs ainsi que les conférenciers sans domicile ni séjour en Suisse au regard du droit fiscal fédéral. Un montant forfaitaire peut être déduit de leur revenu en

⁹¹	26	janvier	1954	RCC	1954	p.	148	–
	30	novembre	1954	RCC	1955	p.	101	–
	14	juin	1955	RCC	1955	p.	372	–
	19	octobre	1989	RCC	1990	p.	41	–

suisse comme dédommagement des frais encourus. Ce forfait correspond à :

- 50 pour cent du revenu brut des musiciens, artistes et DJ (voir le n° 4036).
- 20 pour cent du revenu brut des sportifs et conférenciers.

3019 Les salariés dont l'employeur n'est pas soumis à l'obligation de verser les cotisations et n'a pas consenti au prélèvement des cotisations à la source ([art. 6, al. 1, LAVS](#)), peuvent déduire de leur salaire brut tous les frais nécessaires à l'acquisition du revenu. L'[art. 9 RAVS](#) n'est pas applicable⁹².

⁹² 29 juillet 1958 RCC 1959 p. 93 ATFA 1958 p. 184

4^e partie : Exemples de personnes exerçant des activités lucratives et traitement de leurs revenus en matière de cotisations

1. Commanditaires ([art. 7, let. d, RAVS](#))

- 4001 Si le commanditaire travaille dans la société en commandite contre rémunération, il est présumé, qu'en plus de sa qualité d'associé, l'intéressé est lié par un rapport de service à la société, de sorte que la rétribution du travail est un salaire déterminant. Il en va notamment ainsi lorsque le commanditaire travaille dans la société exactement comme le ferait un tiers, par exemple en qualité de comptable ou de fondé de pouvoirs.
- 4002 Les parts aux bénéficiaires des commanditaires font partie du revenu de l'activité indépendante. Voir à ce sujet, de même qu'en ce qui concerne le paiement de l'intérêt du capital investi dans l'entreprise, les DIN.

2. Membres d'autorités ([art. 7, let. i, RAVS](#))

- 4003 Sont des membres d'autorités au sens de cette directive les membres des Chambres fédérales, des parlements cantonaux et communaux, des tribunaux et des commissions de recours ainsi que les conseillers fédéraux, les conseillers d'État et les membres du pouvoir exécutif des communes.
- 4004 Le revenu des membres d'autorités peut consister en indemnités fixes et variables (p. ex. traitement, indemnités journalières, jetons de présence, etc.).
- 4005 Ce revenu fait partie du salaire déterminant dans la mesure où il ne s'agit pas d'un dédommagement pour frais encourus (voir la 3^e partie).

3. Personnes au bénéfice d'un engagement régi par le droit public

- 4006 Les fonctionnaires et employés des administrations publiques, des établissements et corporations de droit public ainsi que les personnes nommées par l'État à une fonction publique acquièrent des revenus provenant d'un engagement régi par le droit public⁹³. Ce revenu fait partie du salaire déterminant si l'activité est exercée à titre de profession accessoire.
- 4006.1 Sont notamment considérés comme salariés, en règle générale, les :
1/23
- curateurs professionnels (collaborateurs de services des curatelles professionnels ou de services sociaux) ;
 - curateurs privés (sans compétences professionnelles particulières, p. ex. souvent des membres de la famille).
- Par contre, les curateurs privés disposant de compétences professionnelles particulières (« curateurs spécialisés ») sont, en règle générale, considérés comme indépendants (cf. n° 4008)⁹⁴.
- 4007 Les personnes supportant elles-mêmes le risque économique dans l'exercice d'une tâche publique et ne se trouvant pas dans un rapport de dépendance par rapport à l'organisation de leur travail touchent un *revenu provenant d'une activité lucrative indépendante*.
1/21
- 4008 Tel est le cas, en règle générale, des :
1/21
- notaires ;
 - ramoneurs ;
 - jardiniers de cimetière et fossoyeurs ;
 - contrôleurs de chauffages au mazout ;
 - contrôleurs des poids et mesures ;
 - sages-femmes ;

⁹³	6	mai	1954	RCC	1954	p.	295	–
	8	avril	1970	RCC	1970	p.	447	–
⁹⁴	7	avril	2020	9C_669/2019				ATF 146 V 139

- curateurs privés avec compétences professionnelles particulières (cf. n° 4006.1) ;
- etc.

4009 Pour faire la distinction avec l'activité lucrative dépendante, il y a lieu de se référer aux principes généraux de délimitation (cf. première partie).

4. Enseignantes et enseignants ([art. 7, let. I, RAVS](#))

4010 La rétribution touchée par celui qui enseigne régulièrement, resp. donne régulièrement des cours dans une école, un centre de formation ou un centre de conférence fait partie du salaire déterminant⁹⁵.

Représente des indices déterminants dans ce sens le fait que l'enseignant ne participe pas aux investissements de l'organisateur du cours, qu'il ne supporte pas le risque d'encaissement et qu'il ne doit pas chercher lui-même des élèves⁹⁶.

En règle générale, ne font pas partie du salaire déterminant les rétributions pour des cours donnés occasionnellement.

4011 En général, les privat-docents touchent les finances d'inscription afférentes aux cours qu'ils ont donnés. La rétribution des « lecteurs » est analogue. Ces rémunérations constituent du salaire déterminant. Les cotisations doivent être versées par les établissements d'instruction qui sont les employeurs de ces personnes.

⁹⁵	24	septembre	1952	RCC	1952	p.	390	–
	26	août	1955	RCC	1956	p.	34	–
	3	juin	1969	RCC	1969	p.	689	–
	16	décembre	1994	VSI	1995	p.	144	–
	6	avril	2001	VSI	2001	p.	178	–
⁹⁶	16	décembre	1994	VSI	1995	p.	144	–

5. Membres du clergé séculier catholique-romain

4012 Le salaire déterminant de ces personnes comprend le traitement, le produit d'un éventuel bénéfice ecclésiastique⁹⁷, les subsides des pouvoirs publics⁹⁸ les versements de communautés paroissiales et les prestations en nature de caractère régulier. Voir également les DP.

6. Membres actifs des communautés religieuses

4013 Font partie du salaire déterminant des membres actifs de communautés religieuses les indemnités (Stationsgeld en allemand) versées au couvent ou à la maison-mère par les personnes au service desquelles les membres se trouvent, de même que les indemnités allouées au membre lui-même, y compris les prestations en nature (nourriture et logement). En font également partie les indemnités de formations versées aux stagiaires de l'Église évangélique réformée⁹⁹.

4014 Le salaire déterminant pour l'inscription au compte individuel de chaque membre de la communauté est établi en divisant le salaire déterminant total acquis dans une année, conformément au n° 4013, par le nombre des membres de la communauté (salaire déterminant moyen). Voir en outre les DIN et les DP.

7. Voyageurs de commerce et personnes exerçant une profession analogue

7.1 Notion

4015 Sont réputées voyageurs de commerce (représentants, représentants de commerce, agents, etc.) au sens des présentes règles les personnes physiques qui, contre rémunération, concluent ou négocient la conclusion d'affaires au

⁹⁷	22	décembre	1953	RCC	1954	p.	293	ATFA	1954	p.	18
⁹⁸	30	novembre	1967	RCC	1968	p.	268	ATFA	1967	p.	231
⁹⁹	16	septembre	2019	9C_494/2019				ATF	145	V	320

nom et pour le compte d'un tiers, en dehors des locaux commerciaux de ce tiers.

7.2 Situation des voyageurs de commerce

- 4016 En règle générale, les voyageurs de commerce sont considérés comme des travailleurs dépendants. Ils sont généralement dans un rapport de subordination et de dépendance envers la maison qu'ils représentent et ne supportent pas un risque économique d'entrepreneur¹⁰⁰.
- 4017 Le rapport de service des voyageurs de commerce doit être apprécié selon les dispositions de la LAVS et non selon celles du CO. C'est la situation de fait qui est déterminante. La nature de droit civil ainsi que la désignation et la façon dont le contrat est formulé ne sont pas décisives. Les conventions ou contrats portant sur la situation juridique du voyageur en matière d'assurances sociales sont eux aussi sans valeur. Sont en conséquence considérés comme travailleurs dépendants, non seulement les voyageurs de commerce selon les [art. 347 ss CO](#), mais aussi les voyageurs dont les conditions contractuelles diffèrent. De même, le fait que le voyageur de commerce soit ou non inscrit au registre des intermédiaires d'assurance établi par la FINMA n'a aucune incidence sur la détermination du statut AVS.
- 4018 Une activité lucrative dépendante doit également être admise lorsque le voyageur de commerce ;
– ne touche pas de fixe mais seulement des provisions¹⁰¹ ;

¹⁰⁰ 26	août	1953	RCC	1953	p. 393	ATFA	1953	p. 198
30	novembre	1954	RCC	1955	p. 82	–		
21	février	1955	RCC	1955	p. 153	–		
3	septembre	1970	RCC	1971	p. 90	–		
1 ^{er}	février	1979	RCC	1980	p. 111	–		
15	octobre	1985	RCC	1986	p. 126	–		
24	août	1987	RCC	1988	p. 398	–		
¹⁰¹ 26	août	1953	RCC	1953	p. 393	ATFA	1953	p. 198
14	septembre	1971	RCC	1972	p. 330	ATF	97	V 134
15	octobre	1985	RCC	1986	p. 126	–		
24	août	1987	RCC	1988	p. 398	–		

- supporte lui-même les frais généraux¹⁰² ;
- n'est pas lié à un rayon local déterminé ;
- n'est pas tenu de remettre à son employeur un rapport sur ses activités¹⁰³ ;
- ne doit pas observer un horaire de travail déterminé¹⁰⁴ ;
- travaille simultanément pour plusieurs maisons¹⁰⁵ ;
- exerce son activité seulement à titre de profession accessoire (exception : n° 4021) ;
- est affilié comme travailleur indépendant à une caisse de compensation pour une autre activité lucrative (exception : n° 4021) ;
- supporte le risque de ducroire ([art. 348a](#) et [418c CO](#)), autrement dit lorsqu'il répond du paiement ou d'autres obligations imposées au client¹⁰⁶ ;
- est inscrit au registre du commerce sous une raison individuelle¹⁰⁷ ;
- est désigné comme agent, notamment au sens des [art. 418a ss CO](#)¹⁰⁸ ;
- occupe des sous-représentants (exception : n° 4019) ;
- conclut avec la clientèle des contrats passés en son propre nom mais en transfère les droits et obligations au fournisseur, c'est-à-dire agit comme un représentant indirect.

4019 Les voyageurs de commerce ne sont qu'exceptionnellement considérés comme des travailleurs indépendants¹⁰⁹.

¹⁰²	30	novembre	1954	RCC	1955	p. 82	–			
	3	septembre	1970	RCC	1971	p. 90	–			
	14	septembre	1971	RCC	1972	p. 330	ATF	97	V	134
	1 ^{er}	février	1979	RCC	1980	p. 111	–			
	19	novembre	1979	RCC	1980	p. 304	–			
	15	octobre	1985	RCC	1986	p. 126	–			
¹⁰³	30	novembre	1954	RCC	1955	p. 82	–			
¹⁰⁴	26	août	1953	RCC	1953	p. 393	ATFA	1953	p.	198
	14	septembre	1971	RCC	1972	p. 330	ATF	97	V	134
¹⁰⁵	26	août	1953	RCC	1953	p. 393	ATFA	1953	p.	198
	30	novembre	1954	RCC	1955	p. 82	–			
¹⁰⁶	14	septembre	1971	RCC	1972	p. 330	ATF	97	V	134
¹⁰⁷	30	novembre	1954	RCC	1955	p. 82	–			
	15	octobre	1985	RCC	1986	p. 126	–			
¹⁰⁸	21	février	1955	RCC	1955	p. 153	–			
	14	septembre	1971	RCC	1972	p. 330	ATF	97	V	134
¹⁰⁹	17	avril	1967	RCC	1967	p. 428	–			
	27	novembre	1981	RCC	1982	p. 208	–			

Pour qu'un voyageur puisse être considéré comme travailleur indépendant, il doit supporter un véritable risque économique d'entrepreneur, c'est-à-dire qu'il doit disposer d'une propre organisation de vente. Une telle organisation existe lorsque les trois conditions suivantes sont remplies simultanément :

- 4020 Le voyageur de commerce ;
- utilise ses propres locaux commerciaux ou des locaux qu'il loue (bureaux, magasins, locaux d'exposition, de démonstration, etc.; ne sont pas considérés comme des locaux commerciaux les locaux où loge le voyageur et où il gare des automobiles) ;
 - occupe du personnel (personnel de bureau, sous-représentants etc. ; ne comptent pas comme personnel l'épouse ou l'époux resp. le partenaire enregistré et les autres membres de la famille participant aux travaux sans toucher un salaire en espèces, de même que les employés de maison ;
 - supporte lui-même la majeure partie des frais généraux¹¹⁰.
- 4021 Les commerçants et artisans n'ont qualité de travailleurs indépendants pour les voyages d'affaires qu'ils effectuent accessoirement que lorsque cette activité est en rapport direct avec l'entreprise qu'ils exploitent et qu'ils reprennent régulièrement à leur compte des articles ou marchandises de commerce usagés fournis par leurs clients. On rencontre de telles conditions par exemple dans un garage, une forge ou un atelier mécanique, dont le propriétaire fonctionne en outre comme représentant et, en cette qualité, s'occupe de la vente d'automobiles ou de machines agricoles et reprend à son propre compte des autos ou machines usagées offertes par les clients.

¹¹⁰ 13 mai 1993 VSI 1993 p. 226 ATF 119 V 161

8. Travailleurs à la tâche

- 4022 En règle générale, le tâcheron est une personne de condition dépendante¹¹¹.
- 4023 Une activité indépendante doit être admise lorsqu'au moins une des caractéristiques principales suivantes est prouvée¹¹² :
- 4024 – *Existence d'une organisation d'entreprise*
 Une telle organisation existe lorsque :
 – il y a un atelier équipé d'installations et de machines en usage dans la branche, ou
 – d'importants moyens d'exploitation appartenant au tâcheron ou loués par lui, tels que bétonneuses, monte-charge pour matériaux de construction, trax, pelles mécaniques, compresseurs, presses, installations de câblage et tracteurs articulés pour transports de bois, etc., sont utilisés, ou
 – le matériel utilisé, tel que fers à béton, matériel d'isolation, tuyaux, radiateurs, agencements intérieurs, papiers peints, etc., est fourni par le tâcheron lui-même, ou
 – en règle générale, le tâcheron dispose de plusieurs équipes d'ouvriers différentes travaillant simultanément sur divers chantiers.
- 4025 – *Prise en charge régulière de travaux adjugés directement par des tiers* (propriétaire de l'ouvrage, maître d'ouvrage, architecte, etc.).
- 4026 Peuvent servir d'indices : réclame dans les journaux ; contrat d'entreprise ; établissement d'offres et de factures ;

¹¹¹ 27	février	1970	RCC	1970	p.	375	–			
5	novembre	1971	RCC	1972	p.	628	ATF	97	V	217
2	décembre	1974	–				ATF	100	V	129
8	avril	1975	RCC	1976	p.	34	–			
26	août	1988	RCC	1988	p.	25	–			
¹¹² 17	décembre	1955	RCC	1956	p.	103	–			

fourniture de garanties ; acceptation par contrat de la responsabilité pour risques et dommages fortuits ([art. 376 CO](#)).

- 4027 En cas de doute, c'est-à-dire lorsqu'aucune caractéristique principale n'existe clairement, les *caractéristiques auxiliaires* suivantes peuvent être déterminantes :
- inscription au Registre du commerce ;
 - conclusion d'un contrat d'assurance-accidents ;
 - conclusion d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'entreprise ;
 - qualité de membre d'une association professionnelle d'artisans ;
 - emploi de papier à lettre avec en-tête, enseigne publicitaire de l'entreprise ou autres, inscription en tant qu'entreprises dans l'annuaire des adresses, téléphonique ou autres.

9. Travailleurs à domicile

- 4028 Le revenu des travailleurs à domicile doit en général être considéré comme un salaire déterminant¹¹³.
- 4029 Il en va de même du revenu des intermédiaires¹¹⁴. Ce revenu ne doit être considéré comme revenu d'une activité indépendante que si l'intermédiaire supporte le risque économique de l'entrepreneur (voir n° 1019). Constituent des indices dans ce sens le fait que l'intéressé exploite son propre atelier avec des salariés engagés durablement¹¹⁵. Voir en outre les DP.
- 4030 Les personnes qui travaillent à domicile peuvent également, à certaines conditions, toucher des indemnités de l'AC en raison de la réduction de leur horaire de travail. La

¹¹³ 8	mai	1952	RCC	1952	p.	241	–		
13	novembre	1956	RCC	1957	p.	132	–		
10	décembre	1958	RCC	1959	p.	63	ATFA	1958	p. 237
6	février	1979	RCC	1979	p.	483	–		
¹¹⁴ 6	février	1959	RCC	1959	p.	187	ATFA	1959	p. 21
¹¹⁵ 20	décembre	1965	RCC	1966	p.	187	–		

base de calcul de ces indemnités est le gain mensuel moyen établi par la caisse de chômage selon le formulaire du SECO n° 716.312. Ce gain moyen est aussi déterminant pour le calcul des cotisations AVS/AI/APG/AC dues pendant les mois au cours desquels la personne qui travaille à domicile a droit aux indemnités pour réduction de l'horaire de travail.

- 4031 Les caisses de compensation devront instruire dans ce sens les employeurs qui occupent de telles personnes avec un horaire réduit et dont l'adresse leur a été communiquée par les offices cantonaux du travail ; elles instruiront, de même, les contrôleurs de ces employeurs.

10. Concierges et personnes exerçant des activités analogues

- 4032 L'activité de concierge comprend en particulier les activités exercées dans les immeubles locatifs à l'extérieur des appartements ainsi que dans des immeubles utilisés à des fins commerciales et qui ne sont pas des activités « domestiques » (Hausdienst) au sens de l'[art. 34d RAVS](#).
- 4033 Un concierge est en règle générale considéré comme le salarié du propriétaire, respectivement de la gérance de l'immeuble¹¹⁶.

11. Musiciens, artistes et DJ's

- 4034 La rétribution versée à des musiciens qui jouent dans des établissements de spectacles, des hôtels, des dancings, des cabarets soit comme membres d'un orchestre¹¹⁷ ou comme musicien isolé (pianiste de bar)¹¹⁸ fait partie du salaire déterminant, sans égard au fait que l'intéressé exerce

¹¹⁶ 20	mai	1970	RCC	1970	p. 449	–
¹¹⁷ 19	mai	1951	RCC	1951	p. 291	–
¹¹⁸ 26	novembre	1956	RCC	1957	p. 317	–

son activité à titre de profession principale (musicien professionnel) ou de profession accessoire.

- 4035 Les rétributions que les organisateurs de concerts (sociétés d'orchestre, sociétés de musique) allouent à des auxiliaires (renforts) engagés pour une série de répétitions et d'exécutions, font partie du salaire déterminant. L'employeur est l'organisateur du concert¹¹⁹.
- 4036 1/21 Un montant forfaitaire de 50 pour cent peut être déduit des rétributions obtenues par les musiciens sans domicile ni séjour en Suisse au regard du droit fiscal fédéral comme dédommagement pour frais encourus. En règle générale, est considéré comme séjournant en Suisse, le musicien qui y réside pendant 30 jours au moins et y exerce une activité lucrative. Les caisses de compensation déterminent si le musicien appartient à l'une de ces catégories.
- 4037 Les règles valables pour les musiciens sont applicables par analogie aux *artistes*¹²⁰. En ce qui concerne l'assujettissement à l'assurance, voir les DAA ; pour le versement des cotisations, voir les DP.
- 4038 La rétribution versée à des musiciens et des artistes (chefs d'orchestre, musiciens d'orchestre, solistes, chanteurs, cantatrices, danseurs, acteurs, animateurs), qui se produisent séparément ou en groupe dans le cadre d'un spectacle donné (concerts, récitals de chant, semaines musicales, soirées de sociétés, noces)¹²¹ provient de l'exercice d'une *activité indépendante* même si le spectacle n'est pas organisé par le musicien ou par l'artiste lui-même mais par un tiers.
- 4039 Le caractère indépendant ou dépendant d'une activité s'apprécie principalement en fonction de la fréquence des représentations auprès d'un organisateur en particulier, la

¹¹⁹ 26	avril	1949	RCC	1949	p.	242	–		
¹²⁰ 26	avril	1949	RCC	1949	p.	240	ATFA	1949	p. 40
13	novembre	1951	–				ATFA	1951	p. 224
¹²¹ 25	janvier	1956	RCC	1956	p.	98	–		

durée de l'engagement et la notoriété de la personnalité pour la représentation en question. L'existence ou non d'un lien étroit avec l'organisateur est décisive.

Si l'orchestre ou la troupe d'artistes dispose d'une organisation propre (association qui gère un orchestre par exemple), il y a lieu de considérer que les membres exercent une activité salariée.

- 4040 Peu importe, en revanche, que la représentation s'inscrive dans le cadre d'une manifestation privée (par exemple, fête de famille ou réunion sociétaire) ou d'une manifestation (év. commerciale) mise en œuvre par un organisateur professionnel.
- 4041 Ces règles s'appliquent par analogie aux DJ's. Un DJ qui se produit régulièrement pour un organisateur particulier, par exemple comme « DJ résident », doit en principe être qualifié de salarié. En revanche, celui qui est engagé pour une occasion unique, en raison de sa notoriété, est considéré comme indépendant.

12. Vendeurs de journaux ou de billets de loterie, dépositaires et distributeurs de revues et périodiques

- 4042 Le revenu des *vendeurs de journaux et de billets de loterie* ainsi que des distributeurs de revues périodiques fait en général partie du salaire déterminant¹²².

13. Traducteurs et interprètes

- 4043 Le revenu des traducteurs et interprètes qui sont intégrés, du point de vue de l'organisation du travail, dans l'entreprise de l'employeur ou du mandant, autrement dit, à qui l'employeur ou le mandant impose le programme de travail, le lieu et l'horaire de travail, constitue un salaire déterminant.

¹²² 14 février 1950 RCC 1950 p. 147 ATFA 1950 p. 37

- 4044 En revanche, le revenu des traducteurs sera considéré comme provenant d'une activité lucrative indépendante lorsqu'ils effectuent des traductions, chez eux ou dans des locaux qu'ils louent, sans dépendre de manière déterminante des instructions d'autrui dans l'organisation de leur travail¹²³.
- 4045 Le revenu des interprètes sera considéré comme provenant d'une activité indépendante s'ils sont appelés à fournir des prestations d'interprètes de cas en cas (à l'occasion de conférences, séminaires, congrès, etc.) sans être intégrés, du point de vue de l'organisation du travail, dans l'entreprise du mandant.

14. Personnes actives dans le domaine des médias

- 4046 Les indemnités versées aux journalistes et aux photographes de presse font partie du salaire déterminant¹²⁴, sous réserve du n° 4047. Les indemnités fixes et variables versées à des collaborateurs de la radio ou de la télévision font partie du salaire déterminant.
- 4047 Les indemnités versées à des collaborateurs non permanents pour des articles et photographies envoyés spontanément et publiés occasionnellement représentent un revenu provenant de l'exercice d'une activité lucrative indépendante¹²⁵.
- 4048
1/22 Les honoraires dits « d'auteurs », à savoir les indemnités pour la *création ou la présentation* de ses propres œuvres font en règle générale partie du revenu de l'activité indépendante. Il convient d'examiner les circonstances du cas particulier. Pour les revenus liés à *l'exploitation des droits d'auteurs*, voir les n^{os} 4077 ss et 4081.

¹²³	2	mai	1986	RCC	1986	p.	539	–			
	13	juillet	2001	VSI	2001	p.	252	–			
¹²⁴	13	mai	1993	VSI	1993	p.	226	ATF	119	V	161
¹²⁵	11	mai	1951	RCC	1951	p.	292	–			
	4	octobre	1955	RCC	1955	p.	456	–			

- 4049 Les indemnités versées à des influenceurs ou pour la publication de contributions (journalistiques ou commerciales) sur un blog ou sur son propre site internet ou sous son propre nom sur une autre plateforme internet (YouTube, Instagram, etc.) constituent, en règle générale, un revenu d'une activité indépendante.

15. Modèles pour photographes et mannequins

- 4050 Sont réputés exercer une activité lucrative indépendante, les modèles pour photographes et les mannequins qui sont appelés selon les besoins (à l'occasion de défilés de mode, d'expositions, de présentations d'articles de sport, etc.), sans se trouver dans un rapport manifeste de subordination dans l'organisation du travail vis-à-vis de l'organisateur de la manifestation ou d'une agence de placement.

16. Médecins et autres professions médicales

- 4051 Les dispositions ci-après s'appliquent par analogie à la médecine dentaire et vétérinaire, ainsi qu'à d'autres professions médicales (par ex. médecine alternative, soins obstétriques, physio- et psychothérapie, etc.).
- 4052 *En principe*, les règles générales relatives à la délimitation entre le revenu de l'activité salariée et celui de l'activité indépendante s'appliquent (cf. première partie)¹²⁶. Le contrat peut fournir des indications utiles à cet égard.

¹²⁶ 2	juin	1967	RCC	1967	p.	500	ATFA	1967	p.	80
21	octobre	1975	RCC	1976	p.	231	ATF	101	V	252
11	juillet	1978	RCC	1979	p.	145	–			
11	juillet	1978	RCC	1979	p.	147	–			
3	février	1988	RCC	1988	p.	253	–			
17	mai	2018	9C_308/2017				ATF	144	V	111

Activité salariée

4053 Les revenus qu'un médecin perçoit dans une situation dépendante *font partie du salaire déterminant*. Il importe peu que l'activité soit exercée à titre principal ou accessoire (en sus de la gestion d'un cabinet privé). De même, peu importe le mode de rétribution (indemnité fixe ou calculée selon un tarif).

Le revenu d'une activité dépendante comprend notamment :

4054 – les indemnités versées pour un engagement régi par le droit public (cf. n^{os} 4006 ss), par exemple au médecin ou dentiste scolaire (cf. n^{os} 4057 ss), au médecin cantonal, au médecin des places d'armes, au vétérinaire de district ou de frontière, ou encore au contrôleur vétérinaire ;

4055 – les rétributions allouées pour l'exercice d'une activité dans les établissements, les ateliers et les homes dans la mesure où le médecin est tenu par contrat de fournir, régulièrement ou selon les besoins, des prestations déterminées. Pour les médecins rattachés aux hôpitaux, voir les n^{os} 4062 ss ;

4056 – les rétributions allouées pour l'exercice d'une activité de médecin d'une station communale de cure ou de bains, ou de médecin rattaché à une fabrique ou à une entreprise, ou encore de médecin-conseil dans une administration ou dans une caisse-maladie¹²⁷.

4057 *Dentistes scolaires exerçant cette activité à titre accessoire* : Les rétributions allouées au dentiste scolaire pour les examens de dépistage effectués par celui-ci font partie du salaire déterminant¹²⁸.

4058 Les gains alloués pour le traitement qui fait suite à ces examens font partie du salaire déterminant lorsque le dentiste a l'obligation de poursuivre le traitement. S'il n'a pas une

127	30	octobre	1958	–			ATFA	1958	p.	234
128	3	mars	1987	RCC	1987	p.	381	–		

telle obligation, cela constituera en principe un revenu provenant d'une activité lucrative indépendante. Dans l'examen de cas particuliers, les indices suivants plaident en faveur de l'existence d'un salaire déterminant :

- la commune rétribue directement le dentiste et se charge de l'encaissement des honoraires de celui-ci ;
- l'autorité scolaire exerce une haute surveillance par voie de règlements et de mesures disciplinaires ;
- il existe un tarif spécial pour les soins dentaires donnés aux enfants des écoles ;
- le dentiste n'assume aucun risque quant au recouvrement des frais de traitement car la commune répond de leur encaissement¹²⁹.

Activité indépendante

- 4059 Le revenu que le médecin obtient de la gestion de son propre cabinet médical constitue un revenu issu d'une *activité lucrative indépendante*.
- 4060 Il en va de même des rétributions allouées à un médecin par une autorité ou par un particulier pour l'examen médical ou pour le traitement de personnes que l'autorité ou le particulier envoient chez le médecin et pour autant que les conditions définies aux n^{os} 4053 ss ne soient pas remplies.
- 4061 *Exemple* : une entreprise confie à un médecin le soin de vacciner son personnel contre la grippe.

Médecins hospitaliers

- 4062 Sont considérés comme *médecins hospitaliers* ceux qui sont tenus, par un contrat de droit privé ou de droit public, d'exercer leur activité dans un hôpital (clinique, sanatorium,

¹²⁹ 3 mars 1987 RCC 1987 p. 381 –

autre établissement de soins) à titre de profession principale ou accessoire¹³⁰. Ne font pas partie de ce groupe les médecins qui ne sont consultés que de cas en cas.

4063 Les rétributions qu'un médecin touche comme médecin hospitalier font en général partie du *salaire déterminant*¹³¹.

4064 Le salaire comprend notamment :

- le salaire de base ;
- les indemnités allouées pour le traitement ambulatoire ou stationnaire pour des patients assurés en division commune ;
- les indemnités fixes et variables pour le traitement des patients hospitalisés en division privée et semi-privée, lorsque ces indemnités sont acquises dans des conditions comparables à celles qui valent pour la division commune¹³² ;
- les indemnités pour la conduite d'une division ;
- les suppléments pour certaines catégories de patients ;
- les parts de taxes dues pour des radiographies, des opérations et des travaux de laboratoire ainsi que les parts de rémunération dues pour d'autres prestations hospitalières¹³³ ;
- les indemnités allouées par l'hôpital à des médecins spécialistes qui se sont engagés par contrat de droit public ou privé envers lui à exercer une activité régulière ou selon les besoins.

¹³⁰	25	juin	1951	RCC	1951	p. 329	–			
	21	octobre	1975	RCC	1976	p. 231	ATF	101	V	252
	11	juillet	1978	RCC	1979	p. 145	–			
	18	novembre	1982	RCC	1983	p. 188	–			
¹³¹	21	octobre	1975	RCC	1976	p. 231	ATF	101	V	252
	17	septembre	1996	VSI	1997	p. 105	ATF	122	V	281
	10	février	1998	VSI	1998	p. 233	ATF	124	V	97
¹³²	18	novembre	1982	RCC	1983	p. 188	–			
	17	septembre	1996	VSI	1997	p. 105	ATF	122	V	281
	10	février	1998	VSI	1998	0. 233	ATF	124	V	97
¹³³	21	octobre	1975	RCC	1976	p. 231	ATF	101	V	252
	11	juillet	1978	RCC	1979	p. 145	–			

- 4065 Dans l'examen des *cas particuliers*, les indices suivants parlent en faveur de l'existence d'un salaire déterminant¹³⁴ :
- l'obligation pour le médecin de traiter les patients admis dans l'établissement ;
 - l'existence d'un rapport de droit entre l'hôpital et le patient, sans qu'un tel rapport existe entre le patient et le médecin ;
 - le médecin est, pour son activité en division privée ou semi-privée, placé sous la même surveillance et peut recevoir les mêmes instructions que pour son activité en division commune ;
 - le devoir d'utiliser les installations de l'hôpital et de faire appel au personnel de celui-ci ;
 - l'absence totale ou partielle d'un pouvoir de décision sur les investissements ou sur l'engagement du personnel ;
 - les notes d'honoraires sont établies par l'hôpital et au nom de ce dernier ;
 - l'assurance-responsabilité de l'hôpital couvre les risques liés à l'activité du médecin.
- 4066 Chaque indice doit être examiné en tenant compte de l'ensemble des circonstances.
- 4067 Les honoraires que le médecin hospitalier peut directement réclamer au patient et pour lesquels il supporte le risque économique constituent un *revenu provenant d'une activité lucrative indépendante*¹³⁵. Le seul fait que le médecin soit rémunéré à l'acte ne permet pas de dire que l'activité est exercée de manière indépendante¹³⁶.

¹³⁴	18	novembre	1982	RCC	1983	p. 188	–			
	3	février	1988	RCC	1988	p. 253	–			
	17	septembre	1996	VSI	1997	p. 105	ATF	122	V	281
	10	février	1998	VSI	1998	p. 233	ATF	124	V	97
¹³⁵	21	octobre	1975	RCC	1976	p. 231	ATF	101	V	252
	11	juillet	1978	RCC	1979	p. 145	–			
	10	février	1998	VSI	1998	p. 233	ATF	124	V	97
¹³⁶	11	juillet	1978	RCC	1979	p. 145	–			
	11	juillet	1978	RCC	1979	p. 147	–			

- 4068 Font notamment partie de ce revenu :
- les honoraires versés pour les consultations privées ;
 - les honoraires dus pour le traitement ambulatoire des patients privés lorsque le médecin hospitalier notifie la facture directement à ces patients et le fait en son propre nom ; peu importe que l'hôpital veille à l'encaissement de ces honoraires ;
 - les honoraires d'expertise revenant personnellement aux médecins fonctionnant comme experts.
- 4069 L'honoraire global accordé pour une activité médicale formant un tout ne peut pas être dissocié en deux parts, provenant l'une d'une activité indépendante et l'autre d'une activité salariée¹³⁷.
- 4070 Si le médecin-chef confie le traitement de certains patients à l'égard desquels il a une créance d'honoraires (voir le n° 4067) à un chef de clinique ou à un assistant et qu'en raison de ce fait il leur accorde une rétribution, cette rétribution fait partie du salaire déterminant.
- 4071 La rétribution peut être allouée directement par le médecin-chef ou être versée par une sorte de « pool » constitué par les médecins.
- 4072 L'employeur est alors le médecin-chef. Ce médecin doit verser les cotisations à la caisse de compensation à laquelle il est affilié en tant que personne exerçant une activité indépendante. Il importe peu que le médecin s'en charge lui-même ou qu'un tiers (l'hôpital, par exemple) le fasse à sa place.
- 4073 Pour la question de la déduction des frais généraux, voir la partie 3.

¹³⁷ 21	décembre	1956	RCC	1957	p. 356	ATFA	1957	p. 16
2	juin	1967	RCC	1967	p. 500	ATFA	1967	p. 80

17. Experts

- 4074 Les honoraires versés aux experts :
- font partie du salaire déterminant si l'expert est tenu d'effectuer l'expertise dans le cadre de ses rapports de services ;
 - sont un revenu d'une activité indépendante si l'expert exerce son activité en dehors de tout rapport de services.

18. Conseillers d'entreprise

- 4075 La fonction de conseiller d'entreprise implique, de par sa nature même, plutôt une situation indépendante à l'égard de l'entreprise mandante. Les conseillers d'entreprise sont dès lors considérés comme des personnes de condition indépendante pour autant qu'ils ne se trouvent pas manifestement dans un rapport de subordination dans l'organisation du travail¹³⁸.

19. Spécialistes en informatique

- 4076 Un spécialiste du traitement électronique des informations exerce une activité salariée lorsqu'il est soumis, dans l'organisation de son travail, à des instructions, utilise les installations du mandant et est tenu d'exécuter personnellement la tâche qui lui est confiée¹³⁹.
- Il s'agit par contre d'un revenu d'une activité indépendante lorsque l'informaticien court un risque d'entrepreneur, qu'il n'y a pas de rapport de subordination entre le spécialiste et

¹³⁸ 18	août	1970	RCC	1971	p.	148	–
25	juin	1982	RCC	1983	p.	192	–
¹³⁹ 6	octobre	1981	RCC	1982	p.	176	–
11	juillet	1986	RCC	1986	p.	650	–
21	octobre	1988	RCC	1989	p.	110	–
30	décembre	1992	VSI	1993	p.	23	–
30	août	1995	VSI	1996	p.	130	–

son mandant et qu'il n'est pas intégré à l'organisation du travail de l'entreprise mandante¹⁴⁰.

20. Inventeurs, détenteurs de patentes

- 4077 Le revenu qu'un inventeur acquiert dans l'exploitation d'une invention (royautés de licences, par exemple) peut être soit le rendement d'un capital soit le gain d'une activité lucrative (cf. les DIN)¹⁴¹.
- 4078 Ce revenu est, en principe, celui d'une activité lucrative lorsque l'inventeur travaille seul ou en concours avec des tiers à l'exploitation de l'invention¹⁴².
- 4079 Ce revenu est un salaire déterminant :
- lorsque l'activité inventive appartient aux obligations de services de l'inventeur ([art. 332, al. 1, CO](#)) ;
 - lorsque l'inventeur cède l'exploitation de son invention à un tiers ou que celui-ci peut en revendiquer l'exploitation (cf. [art. 332, al. 1, CO](#)), si l'inventeur collabore à l'exploitation dans une situation subordonnée et ne supporte lui-même aucun risque économique¹⁴³. Il en ira notamment ainsi lorsqu'il surveille l'exécution technique de l'inven-

¹⁴⁰	3	novembre	1982	RCC	1983	p.	191	–			
	14	août	2000	VSI	2001	p.	55	–			
¹⁴¹	20	mai	1959	RCC	1959	p.	300	–			
	1 ^{er}	octobre	1962	RCC	1963	p.	17	–			
	24	août	1966	RCC	1967	p.	38	ATFA	1966	p.	155
	29	mars	1971	RCC	1971	p.	468	ATF	97	V	28
	9	octobre	1981	RCC	1982	p.	174	–			
	11	juillet	1985	RCC	1985	p.	640	–			
	4	août	1993	VSI	1994	p.	138	–			
¹⁴²	20	mai	1959	RCC	1959	p.	300	–			
	1 ^{er}	octobre	1962	RCC	1963	p.	17	–			
	24	août	1966	RCC	1967	p.	38	ATFA	1966	p.	155
	20	octobre	1966	RCC	1967	p.	298	ATFA	1966	p.	202
	9	octobre	1981	RCC	1982	p.	174	–			
	4	août	1993	VSI	1994	p.	138	–			
¹⁴³	9	mai	1955	RCC	1955	p.	323	–			

tion ou s'engage à l'améliorer, la personne exploitant l'invention allouant alors des prestations qui se substituent ou s'ajoutent au salaire ordinaire de l'inventeur¹⁴⁴.

- 4080 Lorsque le brevet d'invention est considéré comme un élément de fortune en vue de l'impôt, un intérêt au sens de [l'art. 18, al. 2, RAVS](#) à calculer sur la valeur fiscale de l'invention et considéré comme le rendement d'un capital doit être déduit du revenu de l'inventeur¹⁴⁵.
- 4081 1/22 Les règles qualifiant le revenu des inventeurs sont aussi applicables au gain obtenu par l'exploitation des droits d'édition ou d'auteurs ou par la cession à des tiers du pouvoir d'exploiter ces droits¹⁴⁶. Pour le revenu lié à la création d'une œuvre, voir le n° 4048.

21. Coiffure

- 4082 Sont considérés comme salariés, les employés travaillant à plein temps ou à temps partiel, ainsi que les « sous-locataires » de fauteuils de clients¹⁴⁷.
- 4083 Le salaire en espèces, y compris les participations au chiffre d'affaires (qui peuvent comprendre des provisions sur la vente d'articles), toute autre prestation en espèces et le salaire en nature font partie du salaire déterminant.
- 4084 En ce qui concerne les participations au chiffre d'affaires dues pendant la période des vacances, la moyenne des

¹⁴⁴	17	juin	1957	RCC	1958	p. 26	–		
	20	mai	1959	RCC	1959	p. 300	–		
	1 ^{er}	octobre	1962	RCC	1963	p. 17	–		
	24	août	1966	RCC	1967	p. 38	ATFA	1966	p. 155
	20	octobre	1966	RCC	1967	p. 298	ATFA	1966	p. 202
¹⁴⁵	17	juin	195	RCC	1958	p. 26	–		
	20	mai	1959	RCC	1959	p. 300	–		
	1 ^{er}	octobre	1962	RCC	1963	p. 17	–		
	24	août	1966	RCC	1967	p. 38	ATFA	1966	p. 155
	20	octobre	1966	RCC	1967	p. 298	ATFA	1966	p. 202
¹⁴⁶	14	novembre	1958	RCC	1959	p. 29	–		
¹⁴⁷	1 ^{er}	juin	1978	RCC	1978	p. 517	–		

participations des trois derniers mois complets avant le début des vacances constitue du salaire déterminant.

- 4085 Ces dispositions s'appliquent par analogie à des branches d'activité comparables comme par exemple la cosmétique, la pédicure ou la manucure.

22. Branche des transports

- 4086 Les *chauffeurs de taxi* sont généralement réputés exercer une activité salariée ; tel est aussi le cas lorsqu'ils conduisent leur propre véhicule mais sont rattachés à une entreprise de taxis (centrale radio)¹⁴⁸.
- 4087 Les *chauffeurs contractuels* sont des personnes qui, par contrat, mettent des véhicules à disposition d'un ou de plusieurs mandants (centrales de transports, maisons de presse, grossistes, courrier express, etc.) et exécutent les transports.
- 4088 Ils sont considérés comme exerçant une activité indépendante lorsqu'ils supportent un risque économique d'entrepreneur et ne dépendent pas particulièrement du mandant du point de vue de l'organisation du travail¹⁴⁹.
- 4089 Les risques liés à l'acquisition d'un camion sont à considérer comme un risque économique d'entrepreneur au sens ci-dessus ; ce d'autant plus qu'un camion – contrairement à une voiture individuelle ou même une camionnette – est pratiquement toujours utilisé à des fins professionnelles.
- 4090 Il ne faut pas voir un rapport manifeste de dépendance dans l'organisation du travail dans le fait que le chauffeur contractuel doit établir des rapports ou respecter un horaire de travail et des itinéraires déterminés.

¹⁴⁸ 9	juillet	1970	RCC	1971	p. 27	–
9	novembre	2017	8C_571/2017			–
¹⁴⁹ 22	juin	1983	RCC	1983	p. 427	–

23. Membres de la famille travaillant avec l'exploitant

- 4091 Sont considérés comme membres de la famille travaillant avec l'exploitant :
- l'épouse et l'époux ;
 - le ou la partenaire enregistré(e) ;
 - les parents en ligne directe, ascendante et descendante et
 - les frères et sœurs ainsi que leurs conjoints¹⁵⁰ ;
 - les enfants placés.
- 4092 Il faut considérer comme membres de la famille travaillant avec l'exploitant agricole ceux qui sont assimilés à des agriculteurs indépendants au sens de l'[art. 1a, al. 2, let. a et b, LFA](#). Pour l'obligation de cotiser dans l'assurance-chômage, voir les CAC.
- 4093 Est considérée comme exploitant la personne tenue de payer des cotisations sur le revenu de l'entreprise conformément à l'[art. 20, al. 1, RAVS](#) (propriétaire, fermier ou usufruitier) ; voir les DIN.
- 4094 Le revenu des membres de la famille travaillant avec l'exploitant est un salaire déterminant. Les cotisations doivent en principe être acquittées sur le salaire en espèces et sur le salaire en nature ([art. 14, al. 1, RAVS](#)).
- Dans les cas énumérés ci-après, seul le salaire en espèces est toutefois considéré comme salaire déterminant et aucun salaire global ne peut être pris en considération (voir les n^{os} 4099 ss) :
- pour les membres de la famille travaillant avec l'exploitant, jusqu'au 31 décembre de l'année durant laquelle ils ont accompli leur vingtième année ([art. 5, al. 3, let. a, LAVS](#)) ;
 - pour les membres de la famille de l'exploitant, après le dernier jour du mois durant lequel ils ont atteint l'âge donnant droit à une rente (64 ans pour les femmes, 65 pour les hommes ; [art. 5, al. 3, let. b, LAVS](#)) ;

¹⁵⁰ 21	février	1950	RCC	1950	p.	190	–
15	janvier	1992	RCC	1992	p.	173	–

- pour le conjoint ou le partenaire enregistré de l'exploitant quel que soit leur âge (découle de l'[art. 3, al. 3, LAVS](#) ainsi que de l'[art. 165, al. 1, CC](#))¹⁵¹.

- 4095 Les règles suivantes régissent l'estimation du salaire en espèces et du salaire en nature :
- 4096 Le salaire en nature des membres de la famille au sens de l'[art. 1a, al. 2, let. a et b, LFA](#) travaillant avec l'exploitant agricole (voir définition au n° 4092) doit être estimé selon les mêmes principes que pour les autres personnes employées dans l'agriculture.
- 4097 Est déterminant le salaire en espèces alloué. La nourriture et le logement sont estimés conformément à l'[art. 11 RAVS](#) (voir n°s 2073 ss), le revenu en nature d'un autre genre, conformément à l'[art. 13 RAVS](#) (voir n°s 2078 ss).
- 4098 Pour les membres de la famille travaillant avec l'exploitant agricole, il n'est pas autorisé de percevoir les cotisations sur un salaire inférieur au salaire global ; il s'agit d'un montant brut. Demeure réservé le cas des personnes ayant une capacité de travail seulement réduite (cf. aussi les DIN).
- 4099 Les salaires globaux, dans l'agriculture, pour une activité à 100 % s'élèvent à :
- 2 070 francs par mois pour les membres non mariés travaillant dans la famille de l'exploitant (célibataires, veufs et divorcés) ;
 - 3 060 francs par mois pour les membres de la famille travaillant avec l'exploitant qui sont mariés (excepté les personnes au sens du n° 4094 *dernier tiret*) ;
 - 2 070 francs par mois pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés lorsque tous deux travaillent à plein temps dans l'entreprise ([art. 7 LAVS](#), [art. 14, al. 3, RAVS](#)).

¹⁵¹
16 octobre 1992 RCC 1987 p. 337 –
VSI 1993 p. 12 –

Si l'activité est exercée à temps partiel, les salaires globaux sont réduits en fonction du taux d'activité.

- 4100 Pour l'entretien de chaque mineur vivant avec le membre de la famille travaillant dans l'exploitation, il faut retenir un supplément d'un montant équivalant au tiers du salaire global du membre célibataire (n° 4099). Dans des cas vraiment particuliers, les caisses peuvent admettre un taux inférieur.
- 4101 Les caisses de compensation peuvent, aux fins de contrôle, comparer les salaires sur lesquels les cotisations ont été versées avec ceux qui ont été retenus lors de la taxation fiscale. Le cas échéant, elles réclameront le paiement de cotisations arriérées¹⁵².
- 4102 Les enfants ou petits-enfants majeurs qui vivent en ménage commun avec leurs parents ou grands-parents et leur consacrent leur travail ou leurs revenus ont droit de ce chef à une indemnité équitable. Cette indemnité peut être réclamée soit au décès du débiteur soit de son vivant, lorsqu'une saisie ou une faillite est prononcée contre lui, lorsque le ménage commun prend fin ou lorsque l'entreprise passe en d'autres mains ([art. 334](#) et [334^{bis} CC](#)). Une telle indemnité (également appelée Lidlohn) constitue un salaire déterminant dans la mesure où elle est accordée pour le travail consacré aux parents ou aux grands-parents¹⁵³.
- 4103 La dette de cotisations prend naissance lors du paiement de l'indemnité ou au moment où celle-ci est compensée avec une créance à l'encontre de l'enfant (par exemple le prix de vente de l'exploitation agricole acquise par celui-ci). Les cotisations sont dues pour l'année civile durant laquelle l'indemnité a été acquittée¹⁵⁴. Concernant l'inscription au CI, voir les instructions dans les D CA/CI.

¹⁵² 22	mai	1953	RCC	1953	p.	271	–
¹⁵³ 20	septembre	1988	RCC	1989	p.	28	–
¹⁵⁴ 1 ^{er}	février	1961	RCC	1961	p.	286	–

- 4104 Sont considérés comme employeurs, les parents, les grands-parents ou les héritiers de ceux-ci.

24. Personnes employées au pair, stagiaires

- 4105 Sont considérées comme jeunes filles ou jeunes gens au pair, stagiaires, etc., les personnes qui, pour apprendre une langue étrangère ou pour des motifs analogues, travaillent contre rémunération dans une famille d'accueil.
- 4106 Le salaire déterminant des jeunes filles ou des jeunes gens au pair – et des personnes qui leur sont assimilées – comprend le salaire en nature et en espèces dès le premier janvier de l'année qui suit celle où ils ont accompli leur 17^e année.
- 4107 Pour les « volontaires » sans salaire en espèces, le salaire déterminant correspond au salaire en nature.

25. Apprentis

- 4108 Sont réputées apprentis les personnes qui ont conclu un contrat d'apprentissage au sens de la loi fédérale du 13.12.2002 sur la formation professionnelle et les [art. 344 ss CO](#)¹⁵⁵. Leur sont assimilées, les personnes qui achèvent une formation de base sur la base d'un contrat d'apprentissage normal ou autres relations contractuelles reconnues, celles qui font un apprentissage dans l'entreprise du détenteur de l'autorité parentale ainsi que les stagiaires astreints à suivre un enseignement d'une durée limitée.
- 4109 Le salaire déterminant des apprentis – et des personnes qui leur sont assimilées – comprend le salaire en nature et en espèces dès le premier janvier de l'année qui suit celle où l'apprenti a accompli sa 17^e année.

¹⁵⁵ 6 mai 1950 RCC 1950 p. 330 –

- 4110 Jusqu'au 31 décembre de l'année où ils ont accompli leur 20^e année, le salaire déterminant des apprentis travaillant dans l'entreprise familiale ne comprend que le salaire en espèces (voir aussi sous membres de la famille travaillant avec l'exploitant).

26. Collaborateurs d'un centre d'appel

- 4111 Les indemnités perçues par des collaborateurs d'un centre d'appel (call center) qui répondent au téléphone et fournissent aux appelants contacts, aide et assistance font partie du salaire déterminant¹⁵⁶.

27. Parents nourriciers et parents de jour

- 4112 Les revenus des personnes qui prennent en charge un enfant dans une famille nourricière (placement permanent, à la semaine ou provisoire [de crise] dans le ménage des parents nourriciers [[art. 4 OPE](#)]) constituent du salaire déterminant, indépendamment du fait que le contrat de placement soit conclu avec l'autorité de protection de l'enfant, une organisation ou les parents nourriciers¹⁵⁷.
- 4113 Les revenus des personnes qui prennent en charge un enfant dans leur propre ménage dans le cadre d'un placement à la journée ([art. 12 OPE](#)) constituent du salaire déterminant lorsque le contrat de placement est conclu avec l'autorité de protection de l'enfant ou une organisation (p. ex. une association de parents de jour). Lorsque les parents biologiques placent leurs enfants directement chez des parents de jour, il ne s'agit de salaire déterminant que si le risque économique des parents de jour est faible et qu'il y a une grande dépendance dans l'organisation du travail.

¹⁵⁶ 27	juin	1996	VSI	1996	p.	256	ATF	122	V	169
¹⁵⁷ 8	octobre	2004	H 74/04		–					
4	avril	2006	H 134/05		–					

28. Nounous et baby-sitters

- 4114 Les revenus des personnes qui prennent en charge un enfant dans le ménage des parents constituent du salaire déterminant (pour le décompte, voir les DP).

5^e partie : Annexes

1. Facteurs de conversion des rentes en capital selon l'[art. 7, let. q, RAVS](#)

Tableau 1

 AVS 2015
 Taux technique 2.5%

Age en années	Hommes - Rente		
	viagère	temporaire jusqu'à 65 ans	différée jusqu'à 65 ans
20-29	31.2	25.3	5.9
30-34	29.3	22.3	7.1
35-39	27.9	19.9	8.0
40-44	26.3	17.3	9.1
45-49	24.6	14.3	10.3
50	23.5	12.3	11.2
51	23.1	11.7	11.4
52	22.7	11.0	11.7
53	22.3	10.2	12.1
54	21.9	9.5	12.4
55	21.5	8.7	12.8
56	21.0	8.0	13.0
57	20.6	7.2	13.4
58	20.2	6.4	13.8
59	19.7	5.5	14.2
60	19.3	4.7	14.6
61	18.8	3.8	15.0
62	18.3	2.9	15.4
63	17.9	1.9	16.0
64	17.4	1.0	16.4
65	16.9	0.0	16.9
66	16.4	-	-
67	16.0	-	-
68	15.5	-	-
69	15.0	-	-
70	14.5	-	-
71	14.0	-	-
72	13.5	-	-
73	13.0	-	-
74	12.5	-	-
75-79	11.0	-	-
80-84	8.6	-	-
85-89	6.4	-	-
90 et plus	3.9	-	-

Formule de calcul : $\text{capital} = \text{rente annuelle} \times \text{facteur}$

$\text{rente annuelle} = \text{capital} / \text{facteur}$

L'âge exprimé en années et en mois est arrondi au mois entier inférieur et les facteurs sont interpolés entre le nombre entier d'années inférieur et supérieur.

Exemple : rente viagère pour un homme âgé de 62 ans et 3 mois.

62 ans, viagère	Facteur 18.3
63 ans, viagère	Facteur 17.9
62 ans et 3 mois	Facteur 18.20
Facteur (interpolation pro rata temporis)	$(18.3-17.9) \times (9/12) + 17.9 = 18.20$

Table 2.1

AVS 2015
Taux technique 2.5%

Age en années nées en	Femmes - Rente					
	viagère	temporaire jusqu'à l'âge de référence de				
		64 1960 et avant	64 1/4 1961	64 1/2 1962	64 3/4 1963	65 1964 et après
20-29	32.0	25.1				25.4
30-34	30.3	22.0				22.4
35-39	28.9	19.6				20.0
40-44	27.5	16.8				17.4
45-49	25.8	13.8				14.4
50	24.8	11.7				12.4
51	24.4	11.0				11.7
52	24.0	10.3				11.0
53	23.6	9.6				10.3
54	23.2	8.8				9.6
55	22.8	8.0				8.8
56	22.4	7.2				8.0
57	22.0	6.4				7.2
58	21.6	5.5	5.7	6.0	6.2	6.4
59	21.1	4.7	4.9	5.1	5.3	5.5
60	20.7	3.8	4.0	4.3	4.5	4.7
61	20.3	2.9	3.1	3.4	3.6	3.8
62	19.8	1.9	2.2	2.4	2.7	2.9
63	19.3	1.0	1.2	1.5	1.7	1.9
64	18.9	0.0	0.3	0.5	0.8	1.0
65	18.4	-	-	-	-	0.0
66	17.9	-	-	-	-	-
67	17.4	-	-	-	-	-
68	16.9	-	-	-	-	-
69	16.4	-	-	-	-	-
70	15.9	-	-	-	-	-
71	15.4	-	-	-	-	-
72	14.9	-	-	-	-	-
73	14.4	-	-	-	-	-
74	13.8	-	-	-	-	-
75-79	12.2	-	-	-	-	-
80-84	9.6	-	-	-	-	-
85-89	7.0	-	-	-	-	-
90 et plus	4.0	-	-	-	-	-

Remarque : à condition que l'âge de la retraite des femmes soit relevé au 1er janvier 2024.

Pour un âge de référence de 64 ans et 3 mois, la valeur actuelle pour ces trois mois supplémentaires est de 0.3. Comme c'est inférieur à 1 il ne faut pas procéder à la capitalisation de la rente selon le chiffre 2103 de la présente directive. Toutes les valeurs sont pourtant indiquées à des fins d'interpolation entre l'âge de 63 et 64 ans.

Formule de calcul : $\text{capital} = \text{rente annuelle} \times \text{facteur}$
 $\text{rente annuelle} = \text{capital} / \text{facteur}$

L'âge exprimé en années et en mois est arrondi au mois entier inférieur et les facteurs sont interpolés entre le nombre entier d'années inférieur et supérieur.

Exemple : rente temporaire jusqu'à l'âge de référence d'une femme née en 1963 âgée de 62 ans et 9 mois.

Age de 62 ans, temporaire jusqu'à 64 ^{3/4} ans	Facteur 2.7
Age de 63 ans, temporaire jusqu'à 64 ^{3/4} ans	Facteur 1.7
Age de 62 ans et 9 mois	Facteur 1.95
Facteur interpolé pro rata temporis)	$(2.7-1.7) \times (12-9) / 12 + 1.7 = 1.95$

Table 2.2

AVS 2015
Taux technique 2.5%

Age en années nées en	Femmes - Rente				
	différée jusqu'à l'âge de référence de				
	64 1960 et avant	64 1/4 1961	64 1/2 1962	64 3/4 1963	65 1964 et après
20-29	6.9				6.6
30-34	8.3				7.9
35-39	9.4				8.9
40-44	10.6				10.1
45-49	12.1				11.4
50	13.1				12.4
51	13.4				12.7
52	13.7				13.0
53	14.0				13.3
54	14.4				13.6
55	14.8				14.0
56	15.2				14.4
57	15.6				14.8
58	16.1	15.9	15.7	15.4	15.2
59	16.4	16.2	16.0	15.8	15.6
60	16.9	16.7	16.5	16.2	16.0
61	17.4	17.2	17.0	16.7	16.5
62	17.9	17.7	17.4	17.2	16.9
63	18.3	18.1	17.9	17.6	17.4
64	18.9	18.7	18.4	18.2	17.9
65	-	-	-	-	18.4
66	-	-	-	-	-
67	-	-	-	-	-
68	-	-	-	-	-
69	-	-	-	-	-
70	-	-	-	-	-
71	-	-	-	-	-
72	-	-	-	-	-
73	-	-	-	-	-
74	-	-	-	-	-
75-79	-	-	-	-	-
80-84	-	-	-	-	-
85-89	-	-	-	-	-
90 et plus	-	-	-	-	-

Remarque : à condition que l'âge de la retraite des femmes soit relevé au 1er janvier 2024.

2. Exemples

1/23

- 2.1 Une pompiste de 32 ans est licenciée après 6 ans d'activité à temps partiel. Elle reçoit une indemnité en capital unique de 8 000 francs.

N'ayant pas été soumise à la prévoyance professionnelle obligatoire, elle remplit les conditions de l'[art. 8^{bis} RAVS](#) et profite ainsi du calcul privilégié.

Indemnité en capital de l'employeur	8 000
Moins 6 x 612.50 francs (moitié de la rente mensuelle minimale) =	<u>3 675</u>
<i>Salaire déterminant</i>	4 325

2.2 Une vendeuse de 54 ans travaillant à temps partiel est licenciée le 20 septembre 2023 après 15 années de service. Son employeur lui alloue spontanément une indemnité unique en capital de 10 000 francs. Elle n'était que partiellement assujettie à la LPP et présente des périodes manquantes. Elle n'a pas été assurée à la prévoyance professionnelle du 1^{er} août 2010 au 31 décembre 2014 ainsi que du 1^{er} février 2016 au 31 juillet 2020. Il lui manque donc 7 années civiles complètes (4+3). On applique dans ce cas l'[art. 8^{bis} RAVS](#).

Indemnité en capital de l'employeur	10 000
Moins 7 x 612.50 francs (moitié de la rente mensuelle minimale) =	<u>4 287.50</u>
<i>Salaire déterminant</i>	5 712.50

2.3 Un chef du marketing de 55 ans est licencié après 11 années de service. Son avoir de pension (210 000 francs) est versé sur un compte de libre passage. Il reçoit de son employeur une indemnité de départ unique de 230 000 francs.

Il ne remplit pas les conditions de l'[art. 8^{ter} RAVS](#) (prestation individuelle) de sorte que l'indemnité de départ unique de 230 000 francs est *intégralement soumise à cotisations*.

2.4 Une employée de 38 ans est licenciée avec ses collègues après 6 années de service pour cause de fermeture de l'entreprise (restructuration de l'entreprise avec plan social prévoyant un licenciement collectif). La prestation de libre passage de la prévoyance professionnelle s'élève à 154 000 francs. Par ailleurs, conformément au plan social, elle reçoit une indemnité de départ unique de 43 685 francs.

Grâce au plan social, elle bénéficie du calcul privilégié ([art. 8^{ter}, al. 2, let. b, RAVS](#)).

Indemnité en capital de l'employeur	43 685
Moins 4,5 x 29 400 (quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale) =	<u>132 300</u>
<i>Salaire déterminant</i>	0

- 2.5 Une collaboratrice de longue date de 62 ans, née en 1961, prend une retraite anticipée. Elle reçoit de son employeur une rente-pont facultative de 3 000 francs par mois jusqu'à ce qu'elle atteigne l'âge de la référence.

La rente-pont doit être convertie en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x facteur temporaire jusqu'à 64^{1/4} ans.

Rente annuelle : 3 000 x 12 = 36 000

Âge 62 ans : facteur temporaire jusqu'à 64^{1/4} ans selon table 2.2

Salaire déterminant : 36 000 x 27/27 x 2.2 = **79 200**

- 2.6 Un professeur prend une retraite anticipée à l'âge de 63 ans et 4 mois. Son employeur lui verse une rente-pont mensuelle facultative de 2 450 francs pendant 18 mois (dès l'âge de 63,5 ans jusqu'à 65 ans).

La rente-pont doit être convertie en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 65 ans x facteur temporaire jusqu'à 65 ans.

Rente annuelle : $2\,450 \times 12 =$ 29 400

Âge 63 ans et 4 mois : facteur temporaire jusqu'à 65 ans interpolé selon table

$(1,9 - 1,0) \times (8/12) + 1,0 =$ 1,6

Salaire déterminant : $29\,400 \times 18/20 \times 1,6 =$ 42 336

2.7 Le contrat d'un imprimeur a été résilié cinq mois avant l'âge légal de la retraite. Son employeur lui verse une rente-pont mensuelle de 2 000 francs.

Puisque, dans ce cas, les rentes sont versées durant moins d'une année, il est renoncé à la conversion en capital et les cotisations sont prélevées sur les rentes courantes.

- 2.8 Un collaborateur du service externe a cessé son activité après son 62^e anniversaire et perçoit une rente *facultative* de 3 000 francs par mois pendant 6 mois (dès l'âge de 63 ans jusqu'à 63,5 ans). Aucun des critères prévus à l'[art. 8^{ter} RAVS](#) n'est rempli (prestation individuelle). Par conséquent, il s'agit de salaire déterminant dans son entier.

Lorsque la durée de versement des rentes est inférieure à une année, il faut, en principe, renoncer à la conversion en capital. Néanmoins, dans ce cas, il faut capitaliser car les prestations ne commencent à être versées qu'un an après la cessation des rapports de travail.

La rente-pont doit être convertie en capital selon la formule :

$$\text{capital} = \text{rente mensuelle} \times 12 \times \text{nombre de mois au bénéfice de la rente} / \text{nombre de mois jusqu'à 65 ans} \times \text{facteur temporaire jusqu'à 65 ans.}$$

Rente annuelle : 3 000 x 12 = 36 000

Âge 62 ans : facteur temporaire jusqu'à 65 ans 2,9

Salaire déterminant : 36 000 x 6/36 x 2,9 = 17 400

2.9 Une esthéticienne réduit son taux d'activité à 50 pour cent avec effet au premier jour du mois qui suit son 62^e anniversaire. Elle perçoit de son employeur une rente-pont facultative mensuelle de 700 francs jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite.

En cas de retraite anticipée partielle, il est renoncé à la conversion en capital et les cotisations sur la rente-pont sont prélevées en même temps que celles sur le salaire.

- 2.10 La brasserie Bierperle supprime sa livraison à domicile et doit donc entreprendre une restructuration. L'institution de prévoyance est partiellement liquidée. L'ensemble du personnel de la division des transports est concerné. Un gérant avec plus de 15 ans d'ancienneté reçoit de son employeur à l'âge de 58 ans et 4 mois, en plus de la rente de la prévoyance professionnelle obligatoire, une indemnité unique d'un montant de 150 000 francs ainsi qu'une rente-pont annuelle de 82 000 francs (de 58 et 4 mois à 60 ans) puis de 73 000 francs (de 60 à 65 ans).

La rente découlant de la retraite anticipée tombe sous le coup de l'[art. 6, al. 2, let. h, RAVS](#) et les autres prestations sous le coup de l'[art. 8^{ter}, al. 2, let. a, RAVS](#).

La rente-pont mensuelle doit être convertie en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 65 ans x facteur temporaire jusqu'à 65 ans.

De 58^{4/12} à 60 ans : Fr. 82 000.–

Facteur interpolé temporaire jusqu'à 65 ans :

$(6,4 - 5,5) \times (8/12) + 5,5 = 6,1$

$(82\ 000 \times 20/80 \times 6,1) =$ 125 050

De 60 à 65 ans : Fr. 73 000.–

$(73\ 000 \times 60/80 \times 6,1) =$ 333 975

Indemnité de départ 150 000

Montant total 609 025

Moins 4,5 x 29 400 (quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale) = 132 300

Salaire déterminant 476 725

- 2.11 Les employés d'une entreprise de sous-traitance sont licenciés pour cause de fusion. En plus des prestations réglementaires de sa caisse de pension, un manager de 55 ans, par exemple, perçoit les indemnités de départ suivantes :

<i>Prestations</i>	<i>mensuelles</i>	<i>Durée</i>
Rente-pont facultative de la caisse de pension	Fr. 2 450.–	7 ans
Rente-pont AVS	Fr. 2 068.–	10 ans
Rente pour enfant	Fr. 890.–	2 ans
Rente pour enfant	Fr. 445.–	5 ans
Participation aux cotisations AVS	Fr. 120.–	10 ans

La fusion tombe sous le coup de l'[art. 8^{ter}, al. 2, RAVS](#) et son calcul privilégié s'applique.

Les rentes-pont doivent être converties en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 65 ans x facteur temporaire jusqu'à 65 ans.

Rente-pont de la caisse de pension de 55 à 62 ans 84 mois	$2\,450 \times 12 \times 84/120 \times 8,7 = 179\,046$
Rente-pont AVS de 55 à 65 ans 120 mois	$2\,068 \times 12 \times 120/120 \times 8,7 = 215\,899$
Rente pour enfant de 55 à 57 ans 24 mois	$890 \times 12 \times 24/120 \times 8,7 = 18\,583$

Rente pour enfant de 58 à 62 ans 60 mois	$445 \times 12 \times 60/120 \times 8,7 =$	23 229
Cotisations AVS de 55 à 65 ans 120 mois	$120 \times 12 \times 120/120 \times 8,7 =$	<u>12 528</u>
Montant total		449 285
Moins 4,5 x 29 400 (quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale) =		<u>132 300</u>
<i>Salaire déterminant</i>		316 985

- 2.12 L'entreprise Kunterbunt doit fermer à la fin de l'année et se séparer de l'ensemble de son personnel. Une vendeuse âgée de 60 ans, née en 1963, perçoit, outre une prestation de prévoyance de sa caisse de pension, les indemnités de départ suivantes :

<i>Prestations</i>	<i>mensuelles</i>	<i>Durée</i>
Rente-pont facultative caisse de pension	Fr. 1 500.–	36 mois
Supplément facultatif à partir de 64 ans	Fr. 500.–	à vie
Rente-pont AVS	Fr. 1 030.–	3 mois
Rente-pont AVS	Fr. 1 800.–	45 mois
Participation aux coti- sations AVS (non actif)	Fr. 80.–	55 mois

La fermeture de l'entreprise tombant sous le coup de [l'art. 8^{ter}, al. 2, RAVS](#), il faut procéder au calcul privilégié.

Les rentes doivent être converties en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 64^{3/4} ans x facteur temporaire jusqu'à 64^{3/4} ans.

Rente-pont caisse de pension	1 500 x 12 x 36/57 x 4,5 =	51 158
Supplément caisse de pension	500 x 12 x 16,2 =	97 200
Rente-pont AVS	1 030 x 12 x 3/57 x 4,5 =	2 927
Rente-pont AVS	1 800 x 12 x 45/57 x 4,5 =	76 737
Cotisations AVS	80 x 12 x 55/57 x 4,5 =	4 168
Montant total		<u>232 190</u>

Moins 4,5 x 29 400 (quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale) =	132 300
<i>Salaire déterminant</i>	99 890

- 2.13 En milieu d'année, l'entreprise Supergut met à la retraite anticipée son chef de production âgé de 62 ans (né le 6 février 1961). Au titre de rente de sa caisse de pension, il perçoit les rentes-pont suivantes :

<i>Prestations</i>	<i>mensuelles</i>	<i>du</i>	<i>au</i>
Rente-pont facultative de la caisse de pension	Fr. 2 280.–	01.07.2023	31.12.2024
Rente-pont facultative de la caisse de pension	Fr. 2 320.–	01.01.2025	28.02.2026

La rente-pont ne remplit pas les conditions des [art. 8^{bis}](#) et [8^{ter} RAVS](#) (pas de calcul privilégié).

Les rentes doivent être converties en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 65 ans x facteur temporaire jusqu'à 65 ans.

Facteur temporaire jusqu'à 65 ans interpolé pour 62 ans et 4 mois :

$$(2,9 - 1,9) \times (8/12) + 1,9 = 2,57$$

Rente-pont caisse de pension durant 18 mois $2\,280 \times 12 \times 18/32 \times 2,57 =$	39 552
Rente-pont caisse de pension durant 14 mois $2\,320 \times 12 \times 14/32 \times 2,57 =$	31 303
<i>Salaire déterminant</i>	70 855

- 2.14 Une gestionnaire des achats, née le 20 février 1959, cesse son activité le 28 février 2016 à l'âge de 57 ans. L'entreprise prend en charge les cotisations en faveur de la caisse de pension s'élevant à 449 francs par mois depuis le départ jusqu'à l'âge de la retraite AVS. Ni l'[art. 8, let. a, RAVS](#), ni l'[art. 8^{ter} RAVS](#) ne sont ici applicables (la prise en charge des cotisations en faveur de la caisse de pension n'est pas réglementaire et c'est un cas unique).

A partir du 1^{er} mars 2018, l'ancienne gestionnaire des achats perçoit une rente anticipée mensuelle supplémentaire de 2 730 francs jusqu'à l'âge de la retraite AVS (28 février 2023).

Les cotisations et les rentes doivent être converties en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle ou cotisation mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 64 ans x facteur temporaire jusqu'à 64 ans.

Cotisations à la caisse de pension durant 84 mois	
$449 \times 12 \times 84/84 \times 6,4 =$	34 483
Rente-pont pendant retraite anticipée durant 60 mois	
$2\,730 \times 12 \times 60/84 \times 6,4 =$	<u>149 760</u>
<i>Salaire déterminant</i>	184 243

- 2.15 Sur demande de l'employeur, les rapports de service d'un fonctionnaire cantonal né le 15 novembre 1961 sont résiliés pour fin mai 2023. Dès le 1^{er} juin 2023, le canton verse à son ancien collaborateur une rente-pont mensuelle de 2 450 francs jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 63 ans. Dès le 1^{er} décembre 2024, cette rente-pont est remplacée par une rente complémentaire réglementaire qui est à son tour remplacée le 1^{er} décembre 2027 par une rente ordinaire AVS.

La rente complémentaire réglementaire n'est pas considérée comme un revenu d'une activité lucrative soumis à cotisations et ne doit donc pas être convertie en capital.

La rente-pont doit être convertie en capital selon la formule :

capital = rente mensuelle x 12 x nombre de mois au bénéfice de la rente / nombre de mois jusqu'à 65 ans x facteur temporaire jusqu'à 65 ans.

Rente annuelle : $2\,450 \times 12 =$ 29 400

Âge 62 ans et 6 mois : facteur temporaire jusqu'à 65 ans interpolé selon table :

$(3,8 - 2,9) \times (6/12) + 2,9 =$ 3,35

Salaire déterminant : $29\,400 \times 18/42 \times 3,35 =$ 42 210

- 2.16 Un menuisier, né le 28 avril 1961, arrête prématurément de travailler au 31 juillet 2023. Son employeur lui verse dès le 1^{er} mai 2026 une rente viagère facultative de 250 francs par mois.

Rente annuelle : $250 \times 12 =$ 3 000

Âge 62 ans et 3 mois : facteur différée
jusqu'à 65 ans interpolé selon table :

$(15,4 - 16,0) \times (9/12) + 16,0 =$ 15,55

Salaire déterminant : $3\,000 \times 15,55 =$ **46 650**

3. **Délimitation du gain soumis aux primes de l'assurance-accidents obligatoire par rapport au salaire déterminant selon le droit AVS**

Dans l'assurance-accidents obligatoire, les primes sont perçues sur le salaire déterminant selon le droit AVS ([art. 115](#) en corrélation avec l'[art. 22, al. 1 et 2, OLAA](#)).

Divergences

- les primes ne sont perçues que jusqu'à concurrence d'un montant maximum fixé par le Conseil fédéral ([art. 22, al. 1, OLAA](#)) ;
- les salaires non soumis aux cotisations AVS en raison de l'âge de l'assuré sont également considérés, dans l'assurance-accidents, comme gain assuré ([art. 22, al. 2, let. a, OLAA](#) ; cela concerne les jeunes gens qui ne sont pas encore tenus de cotiser à l'AVS, à cause de leur âge, ainsi que les salariés âgés dont le gain bénéficie, totalement ou partiellement, de la franchise) ;
- pour les membres de la famille de l'employeur travaillant dans l'entreprise resp. pour les personnes qui travaillent dans l'entreprise de leur partenaire enregistré, les associés, les actionnaires ou les membres de sociétés coopératives, il est tenu compte dans l'assurance-accidents au moins du salaire correspondant aux usages professionnels et locaux ([art. 22, al. 2, let. c, OLAA](#)), tandis que dans l'AVS, un tel minimum est fixé par le RAVS ([art. 14](#), salaires globaux) ou n'existe pas ;
- les indemnités versées en cas de résiliation des rapports de travail, lors de la fermeture ou de la fusion d'entreprises ou en des circonstances analogues, ne sont pas prises en compte ([art. 22, al. 2, let. d, OLAA](#) ; p. ex. les prestations de prévoyance et les indemnités de départ) ;
- pour les stagiaires, les volontaires et les personnes se préparant au choix d'une profession ou occupées dans des écoles de métiers, les primes sont calculées sur un montant s'élevant à au moins 20 pour cent du maximum du gain journalier assuré, si ces personnes ont 20 ans révolus, et à au moins 10 pour cent de ce maximum, si elles n'ont pas 20 ans révolus ([art. 115, al. 1, let. b, OLAA](#)) ;
- pour les personnes occupées dans des centres de réadaptation professionnelles ou dans des ateliers d'occupation permanente pour personnes handicapées, les primes sont calculées sur un

- montant s'élevant, par année, à au moins douze fois le montant maximum du gain journalier assuré ([art. 115, al. 1, let. c, OLAA](#)) ;
- aucune prime n'est prélevée sur les indemnités journalières de l'assurance-invalidité, les indemnités journalières de l'assurance militaire et les indemnités du régime des allocations pour perte de gain ([art. 115, al. 1, let. d, OLAA](#)).

4. Annexe temporaire – Tables de concordance des n^{os} Anciennes DSD 2018 / Nouvelle version 2019

Ancien 2018	Nouveau 2019	Ancien 2018	Nouveau 2019	Ancien 2018	Nouveau 2019	Ancien 2018	Nouveau 2019
1008	1009	2013	2020	2046	2061	2088	2114
1009	1010	2014	2021	2047	2062	2089	2115
1010	1011	2014.1	2022	2048	2063	2090	2124
1010.1	1012	2014.2	2023	2049	2064	2091	2125
1010.2	1013	2014.3	2024	2050	2065	2092	2126
1011	1014	2014.4	2025	2051	2066	2093	2127
1012	1015	2014.5	2026	2052	2067	2094	2128
1013	1018	2015	2027	2053	2068	2095	2129
1014	1019	2015.1	2028	2054	2069	2096	2130
1015	1020	2015.2	2029	2055	2070	2097	2131
1016	1023	2015.3	2030	2056	2071	2098	2132
1017	1024	2015.4	2031	2056.1	2072	2099	2133
1018	1025	2015.5	2032	2057	2073	2100	2134
1018.1	1026	2015.6	2033	2058	2074	2101	2135
1018.2	1027	2015.7	2034	2059	2075	2102	2136
1019	1028	2015.8	2035	2060	2076	2103	2137
1020	1021	2015.9	2036	2061	2077	2104	2138
1021	1029	2016	2037	2062	2078	2105	2139
1022	1030	2016.1	2038	2063	2079	2106	2140
1023	1031	2016.2	2039	2064	2080	2107	2141
1024	1032	2016.3	2040	2065	2081	2108	2142
1025	1033	2017	2041	2066	2082	2109	2143
1026	1034	2018	2042	2067	2083	2110	2144
1027	1035	2019	2043	2068	2084	2111	2099
1028	1036	2029	2044	2069	2085	2111.1	2100
1029	1037	2030	2045	2070	2086	2111.2	2101
1030	1038	2031	2046	2071	2088	2112	2102
1031	1039	2032	2047	2072	2089	2113	2103
1032	1040	2033	2048	2073	2090	2114	2104
-	1008	2034	2049	2074	2091	2114.1	2105
-	1016	2035	2050	2075	2092	2114.2	2106
-	1022	2036	2051	2076	2093	2114.3	-
		2037	2052	2079	-	2115	2107
2011.1	2012	2038	2053	2080	2094	2116	2108
2011.2	2013	2039	2054	2081	2095	2117	-
2011.3	2014	2040	2055	2082	2096	2117.1	2146
2011.4	2015	2041	2056	2083	2097	2117.2	2147
2011.5	2016	2042	2057	2084	2098	2117.3	2148
2011.6	2017	2043	2058	2085	2109	2117.4	2149
2011.7	2018	2044	2059	2086	2110	2117.5	2150
2012	2019	2045	2060	2087	2111	2117.6	2146

Ancien 2018	Nouveau 2019						
2118	2198	2161	2190	4048	4025	4097	4067
2119	2199	2162	2191	4049	4026	4098	4068
2120	2200	2163	2192	4050	4027	4099	4069
2121	2201	2164	2193	4056	4028	4100	4070
2122	2165	2165	2116	4057	4029	4101	4071
2123	2166	2166	2117	4059	4030	4102	4072
2124	2167	2167	2112	4060	4031	4103	4057
2125	2168	2167	2121	4061	4033	4104	4058
2126	2169	2168	2118	4062	4034	4105	4073
2127	2170	2169	2118	4063	4035	4106	4074
2128	2171	2170	2122	4063.1	4036	4107	4075
2129	2172	2171	2123	4064	4037	4108	4076
2131	2152	2172	2161	4065	4038	4109	4077
2132	2153	2173	2162	4066	4039	4110	4078
2133	2154	2174	2163	4067	4040	4111	4079
2134	2155	2175	2203	4068	4041	4112	4080
2135	2156	2176	1017	4069	4042	4113	4081
2136	2157	-	2087	4070	-	4114	-
2137	2158	-	2113	4071	-	4115	-
2138	2159	-	2119	4072	4043	4116	4082
2138.1	2160	-	2120	4073	4044	4117	4083
2139	2194	-	2151	4074	4045	4118	4084
2140	2195		2164	4075	4046	4119	-
2141	2196			4077	4047	4120	4086
2142	2197	4010	-	4078	4050	4121	4087
2143	2202	4011	-	4079	4048	4122	4088
2144	2173	4012	-	4080	4052	4123	4089
2145	2174	4013	4010	4081	4053	4124	4090
2146	2175	4014	4011	4082	4054	4125	4091
2147	2176	4015	4012	4083	4055	4126	4092
2148	2177	4016	4013	4084	4056	4127	4093
2149	2178	4017	4014	4085	-	4128	4094
2150	2179	4018	-	4086	-	4129	4095
2151	2180	4020	4015	4087	4059	4130	4096
2152	2181	4021	4016	4088	4060	4131	4097
2153	2182	4022	4017	4089	4061	4133	4098
2154	2183	4023	4018	4090	-	4134	4099
2155	2184	4024	4019	4091	-	4135	4100
2156	2185	4025	4020	4092	4062	4136	4101
2157	2186	4026	4021	4093	4063	4137	4102
2158	2187	4045	4022	4094	4064	4138	4103
2159	2188	4046	4023	4095	4065	4139	4104
2160	2189	4047	4024	4096	4066	4140	4105

Ancien 2018	Nouveau 2019
4141	4106
4142	-
4143	4108
4144	4109
4145	4110
4146	4111
4147	4112
4148	4113
4149	4114
-	4032
-	4049
-	4051
-	4085
-	4107